

Synthèse des consultations citoyennes sur le "Monde d'Après" la crise de la COVID-19

Corpus n°1 : analyse sémantique et lexicale des douze consultations citoyennes ayant fait le choix de l'expression libre



Corpus n°2 : résultats de deux sondages et d'un questionnaire faisant partie intégrante d'une démarche de collecte d'expressions citoyennes



Corpus n°3 : détermination des consensus et clivages citoyens à partir des contributions exprimées sur une plateforme indépendante de mobilisation citoyenne



Corpus n°4 : recueil des contributions collectées via une consultation citoyenne à destination des acteurs et salariés du monde de l'entreprise



Contributions rassemblées par :

Après, Maintenant !

Synthèses réalisées par :



le 1^{er} juillet 2020

Introduction

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, des associations, des acteurs du digital ou des entreprises engagées ont mobilisé autour d'elles et lancé des consultations relatives aux nouveaux besoins et attentes de la société française. **Un ensemble de consultations**, caractérisées par leur origine citoyenne, leur portée strictement nationale, leur ouverture à tous, leur objet centré sur le monde d'après la crise et par la volonté de leurs organisateurs de participer à un processus de rédaction d'une synthèse commune **ont été rassemblées au sein du collectif "Après, Maintenant !"**. Ces consultations ont **collecté de nombreuses contributions citoyennes** (dont env. 97 000 contributions d'expression libre) **relatives aux besoins et attentes nouvelles de la société française**. Ces contributions ont été regroupées au sein de corpus cohérents :

- > Le premier corpus rassemble 12 consultations citoyennes ayant **fait le choix de l'expression libre** des contributeurs. Elles ont été **conduites entre le 23 mars et 24 juin 2020** et ont donné lieu à 76 216 contributions. Une **analyse sémantique et lexicale** a été effectuée sur les contributions soumises, permettant **d'identifier 15 enjeux et 288 propositions**.
- > Le deuxième corpus est composé de **deux sondages¹ et d'un questionnaire**, réalisés **entre le 25 mars et le 5 juin 2020, faisant tous trois partie intégrante d'une démarche de collecte d'expression citoyenne²**. Les deux sondages ont été réalisés sur un échantillon représentatif de la population française, comprenant respectivement 1 702 et 1 042 individus. Le questionnaire *"Et Après ?"*, troisième source du corpus, a collecté les réponses de 590 contributeurs³.
- > Le troisième corpus détermine des **consensus⁴ et clivages citoyens** à partir de contributions nombreuses exprimées sur une plateforme indépendante de mobilisation citoyenne **entre le 10 avril et le 25 mai 2020**. Au total, env. 170 000 contributeurs ont participé à cette consultation, soumettant environ 20 000 contributions d'expression libre et 1,7 m de votes. L'analyse de ce corpus permet de **recenser 14 idées prioritaires⁵** (regroupements de propositions) au sein de **6 enjeux**.
- > Le quatrième corpus est porté par une consultation citoyenne **à destination des acteurs et salariés du monde de l'entreprise**, menée **entre le 8 avril et le 8 mai 2020**. Ce corpus a permis, au travers d'un système d'expression libre et de votes, de rassembler environ 500 propositions, 600 commentaires et 5 000 approbations. Le regroupement de ces propositions permet d'identifier 9 idées principales.

Des synthèses distinctes ont été élaborées pour chacun des quatre corpus, afin de prendre en compte l'hétérogénéité des **méthodes de recueil et de synthèse des contributions citoyennes**. Les résultats obtenus se distinguent en effet par leur forme (expression libre, sondages, expression libre mais limitée en nombre de caractères) et par leurs contributeurs (représentatifs de la société française pour les votes, pour les réponses aux sondages, ou non représentatifs).

Les conclusions de ces consultations citoyennes sont à mettre en regard de trois éléments de contexte clés : **un contexte temporel spécifique** (de mars à juin 2020) marqué par la période de confinement, **des natures de porteurs de certaines consultations** pouvant être associée à des causes (ex. : associations militantes, groupe de parlementaires) et **des biais de cadrage potentiels** liés à l'éditorialisation des plateformes et des questions posées.

Ce document tire les grands enseignements de ces quatre corpus, identifiant d'abord des enjeux communs à tous les corpus avant d'explorer des éléments complémentaires, **particulièrement présents dans au moins un des corpus**.

¹ Représentatifs de la population française car effectués selon la méthode des quotas

² Expression formulée directement par les citoyens, portant sur les enjeux de la cité, sans intermédiation

³ 650 réponses analysées dans la synthèse fournie directement par le collectif *"Et Après ?"*

⁴ Un consensus au sens utilisé par la plateforme Make.org (Corpus n°3) est une proposition citoyenne qui a recueilli une très large majorité de votes explicites en sa faveur et dont la mesure vise à une représentativité de la population française (au regard de critères d'âge, de genre et de région de résidence)

⁵ Accompagnées de 14 idées secondaires

Les synthèses distinctes par corpus ont été réalisées par le consortium Roland Berger – Bluenove – Cognito pour le corpus n°1, par Make.org (traitement et analyse des données) et Roland Berger pour le corpus n°3 et par ReCOVery (Fabernovel et Mirova : traitement et analyse des données) et Roland Berger pour le corpus n°4. Ce document, présentant la synthèse de l'ensemble des corpus ("Synthèse des synthèses") a été rédigé par le cabinet Roland Berger.

Présentation des conclusions

L'analyse des quatre corpus permet d'identifier **six enjeux**⁶ largement évoqués dans les corpus d'expression libre et particulièrement plébiscités lorsque les plateformes offrent aux contributeurs la possibilité de soumettre un vote :

- > la prise en compte concrète des défis écologiques et environnementaux ;
- > la transformation des modes de consommation et de production ;
- > l'évolution du modèle économique pour le rendre plus soutenable et résilient ;
- > l'augmentation des efforts en faveur de l'éducation et de la formation ;
- > le soutien apporté au système de santé ;
- > le fonctionnement démocratique et la place du citoyen.

La prise en compte concrète des défis écologiques et environnementaux se décline selon trois axes d'action :

- > la réduction des volumes de déchets et de leur impact en favorisant le recyclage (limitation des emballages en plastique) ;
- > la réduction des émissions polluantes, traduite par des propositions portant sur les transports et le logement (création de jardins partagés, végétalisation des villes) ;
- > la protection du vivant, manifestée par un appel à une mutation des pratiques agricoles (usage des pesticides, élevage intensif) et à la protection des écosystèmes (protéger la biodiversité, lutter contre la déforestation).

La transformation des modes de consommation et de production est constituée de quatre axes majeurs :

- > la promotion d'une consommation locale, raisonnée et en circuits courts, plébiscitée car gage de qualité, de sécurité sanitaire et alimentaire ;
- > la transition vers une agriculture alternative et plus responsable, rendue possible par des mesures d'ordre restrictif (réduire la place de l'alimentation transformée) et incitatif (soutenir les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement) ;
- > la relocalisation d'industries stratégiques ou essentielles (dont l'industrie pharmaceutique) ;
- > la nécessaire évolution des comportements individuels vers plus de sobriété et la responsabilisation des producteurs et distributeurs.

L'évolution souhaitée du modèle économique, dans le but de le rendre plus durable et pour combler une attente forte en matière de **responsabilité sociale des entreprises**, est structurée autour de trois leviers :

- > l'intégration, par la sphère économique, d'objectifs environnementaux ;
- > l'intégration, dans les politiques publiques et la vie des entreprises, d'objectifs de responsabilité et de justice sociale ;
- > une considération accrue en faveur des métiers considérés comme essentiels (agriculteurs, livreurs, éboueurs...).

L'augmentation des efforts en faveur de l'éducation et de la formation est perçue comme nécessaire pour façonner la société et servir des causes environnementales et sociales :

- > un effort plus important en faveur de l'éducation et de la formation des jeunes ;
- > l'orientation de l'éducation en faveur d'une sensibilisation à la cause environnementale.

Les participants sollicitent également un **soutien plus important apporté au système de santé**, selon deux axes :

- > l'augmentation de l'attractivité des métiers de la santé (revalorisation des salaires, amélioration de la reconnaissance et des conditions de travail des soignants) ;

⁶ Non hiérarchisés

- > l'augmentation des moyens accordés aux hôpitaux (plus d'investissements, notamment pour les hôpitaux publics).

Enfin, une demande de renforcement de la **place du citoyen dans le fonctionnement démocratique** est formulée autour de deux axes :

- > le renforcement de la transparence (communication gouvernementale lors de la crise sanitaire, encadrement voire limitation de l'impact des lobbies) ;
- > l'accroissement du rôle du citoyen dans le fonctionnement démocratique (favorisation des initiatives locales, création de comités citoyens...).

A ces principaux enjeux viennent s'ajouter des éléments complémentaires apportés par certains corpus :

- > **L'analyse des 12 consultations (corpus n°1)** dévoile deux **enjeux complémentaires** : d'une part la **question de l'équilibre individuel** (temps pour soi), soulignée par celle du **rapport au travail** (notamment télétravail) et, d'autre part, la question de la **justice sociale**. L'analyse du corpus fait également ressortir **trois valeurs cardinales** : **l'humanisme, la proximité et la responsabilité**. Enfin, la méthode de **l'arbre de connaissance** permet d'identifier un **socle commun** de pensée **autour de la question écologique**.
- > **En outre, cette analyse (corpus n°1) offre un point de comparaison avec les résultats de la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC)**, permettant notamment de relever que 70% des objectifs exprimés au cours de cette CCC ont été exprimés spontanément dans le corpus n°1. Dans la même démarche, on constate que 260 des 288 propositions identifiées dans le corpus n°1 étaient déjà formulées dans les contributions d'expression libre du **Grand Débat National**. Parmi les 28 nouvelles propositions, 15 portent sur la question de l'équilibre individuel et du rapport au travail.
- > **Les sondages (corpus n°2) révèlent les moyens perçus par les Français comme étant les plus adaptés** pour enclencher une transition économique, parmi lesquels on trouve la revalorisation des métiers essentiels, le partage d'informations et du savoir ainsi qu'un soutien actif et ciblé de l'Etat.
- > **La consultation "Inventons le monde d'après" (corpus n°3)**, par son système de votes, **permet de révéler des consensus secondaires**⁷ (finance verte, régulation de la publicité, amélioration des systèmes de récupération des eaux de pluie et de traitement des eaux usées), ainsi que **des propositions clivantes** portant sur l'emploi (durée légale du travail, revenu universel), les institutions (réformer l'Europe, faire évoluer certains modes de représentation démocratiques), les technologies (5G), le nucléaire et certains thèmes économiques et sociaux (impôts, nationalisation de certains secteurs et entreprises). Cette consultation **conforte les thèmes saillants issus de consultations précédentes** (ex. : Grande Cause Environnement) comme les circuits courts, la transition agroécologique, la diminution des déchets ou la végétalisation des villes en les complétant avec des éléments nouveaux comme la souveraineté stratégique et alimentaire.
- > **La consultation Recovery, conçue par et pour les entreprises (corpus n°4)** met en lumière le point de vue spécifique des acteurs et salariés du monde de l'entreprise.

1. Synthèse des résultats

La préservation de l'environnement ressort comme le principal enjeu du corpus n°1 (27% des contributions mentionnent cet enjeu)⁸ et est présente au travers de plusieurs propositions du corpus

⁷ Les consensus secondaires correspondent à un groupe de propositions plébiscitées mais relativement peu nombreuses (moins de 40 propositions émergentes relevées) mais qui recueillent un score de vote néanmoins important

⁸ Lecture et analyse des % exprimés sur le corpus n°1 : à l'échelle des enjeux : part des mentions d'un enjeu spécifique dans le corpus divisé par le nombre total de contributions mentionnant au moins un enjeu ; à l'échelle des propositions : part des contributions mentionnant une propositions spécifique divisé par le nombre total de contributions mentionnant l'enjeu dont cette proposition est issue – détails en partie 2.1

n°4. Cet enjeu est également sélectionné par les votants dans le corpus n°3 (31% des propositions plébiscitées).

Un premier axe concerne **la réduction des volumes de déchets et de leur impact**. Des propositions émergent ainsi du corpus n°1 au sujet du **recyclage des déchets et de la réduction des plastiques et des emballages** (487 contributions pour *réduire les déchets*, 418 pour *recycler les déchets*). Cet axe fait l'objet d'une idée prioritaire du corpus n°3 (*il faut réduire drastiquement la fabrication d'emballages et suremballages plastiques non recyclables ; il faut interdire tous les produits suremballés*). La lutte contre le gaspillage et la limitation des emballages figurent en outre dans la première proposition la plus soutenue du sondage "*Après, Maintenant !*" (corpus n°2).

Un deuxième axe relève de **la réduction des émissions polluantes**. Il est structuré autour de propositions portant généralement sur les **transports et sur le logement**. **La promotion des mobilités écologiques** et la **limitation des transports polluants** sont ainsi des idées prioritaires du corpus n°3 (*il faut favoriser les transports en commun non polluants [...] ; il faut soutenir le covoiturage [...]*) au même titre que la **progression vers une ville durable** (*il faut apporter de la végétation dans les villes de manière à diminuer les effets d'îlot de chaleur urbain ; il faut développer l'habitat autonome en énergie*).

Enfin, **la protection du vivant est fortement souhaitée par les participants**. L'évolution en ce sens des pratiques agricoles est identifiée par plusieurs contributeurs dans le corpus n°3 (*il faut interdire l'élevage en batterie [...] ; il faut vraiment interdire les pesticides [...]*). La **protection des écosystèmes** est la matière de plusieurs propositions du corpus n°1 (11% des contributions de l'enjeu *accélérer la transition écologique* invitent à *protéger la biodiversité, le vivant* ; 6% à *respecter, protéger les animaux*) et d'une idée prioritaire du corpus n°3 (*il faut inventer une sorte de jachère maritime, afin de laisser aux animaux marins le temps de reconstituer leurs "stocks" ; il faut encourager les états à lutter contre le commerce illégal d'animaux, pour leur bien et pour le nôtre*).

La transformation des modes de consommation et de production est un enjeu présent dans le corpus n°1 (*faire évoluer la société vers une consommation raisonnée et de proximité* réunit 15% du total des contributions) et qui suscite une très forte adhésion dans le corpus n°3 (premier enjeu avec 32% des propositions plébiscitées). Il est également l'objet d'une proposition clé du corpus n°4.

La promotion d'une consommation locale, raisonnée et en circuits courts, est plébiscitée car gage de qualité, de sécurité sanitaire et alimentaire. Dans le corpus n°4, une proposition est ainsi entièrement consacrée à ce sujet (*baisser la TVA sur les produits locaux et de saison ; vendre en GMS 100% de produits [d'origine biologique] venant d'un rayon de 70km ; rendre obligatoire la publication du nombre de km parcourus par un produit*). Dans le corpus n°1, 30% des contributions consacrées à cet enjeu répondent à un besoin de *consommer local et développer les circuits courts*.

La transition vers une agriculture alternative et plus responsable est prônée dans le corpus n°3. Plusieurs mesures sont d'ailleurs invoquées, qu'elles soient d'ordre restrictif (*il faut recentrer la politique agricole commune sur les petites exploitations vendant en circuits courts*) ou incitatif (*il faut privilégier une agriculture locale biologique saisonnière [...]*).

Un troisième axe concerne **la relocalisation d'industries stratégiques ou essentielles**, dont le **double bénéfice au profit de l'écologie et de la souveraineté** est clairement souligné. Cette ambition est portée par une idée prioritaire du corpus n°3 (*il faut relocaliser la production de produits vitaux : alimentation, produits pharmaceutiques, textiles ; il faut favoriser les entreprises qui utilisent les produits français et aider les autres à le faire [...]*). Dans le corpus n°1, *soutenir l'activité locale et la souveraineté économique* rassemble 11% du total des contributions. Dans le corpus n°4 enfin, **le rôle de la relocalisation dans la diminution de l'empreinte carbone et dans la création d'emploi** est mis en avant (*et si les entreprises européennes réinventaient la résilience ? La relocalisation de leurs chaînes de valeurs doit alors s'articuler autour de l'objectif de neutralité carbone en 2050, la limitation de la dépendance aux énergies fossiles, l'amélioration de la santé et le développement de l'emploi*).

Enfin, **l'évolution des comportements individuels vers plus de sobriété et la responsabilisation des producteurs et distributeurs** sont perçues comme essentielles. *Changer nos habitudes de consommation* rassemble ainsi 8% des contributions au sujet de la consommation dans le corpus n°1 ; *moins consommer* en rassemble 7%. Dans le corpus n°2, plusieurs propositions mettent en avant une réduction de la consommation, indiquant une préférence pour des solutions de sobriété plutôt que de progrès technique pour faire face au défi écologique (*Limiter mes déplacements, surtout s'ils sont polluants, et m'engager à télétravailler [...] ou à choisir la marche, le vélo ou des transports partagés ou en commun plutôt que la voiture individuelle ou l'avion par exemple ; Consommer moins, m'engager à acheter des produits plus durables et limiter les achats plaisir, mêmes modestes*).

L'évolution souhaitée du modèle économique, dans le but de le rendre plus durable et pour combler une attente forte en matière de responsabilité sociale des entreprises, est manifeste dans plusieurs corpus. On note ainsi que 65% des sondés estiment qu'il y a des activités économiques à stopper ou à changer fondamentalement, notamment à l'aune de critères liés à la question écologique et de l'amélioration des conditions de travail. Par ailleurs, 18% du total des contributions du corpus n°1 invitent à *améliorer le rapport au travail* ; 11% à *promouvoir la justice sociale et fiscale*. De même, plusieurs regroupements de propositions du corpus n°3 et des propositions du corpus n°4 vont en ce sens.

Le souhait **d'intégrer des objectifs environnementaux dans la sphère économique** est présent dans les différents corpus. Une proposition du corpus n°4 invite par exemple à fonder la performance sur des critères allant au-delà des aspects strictement économiques (*et si la performance n'était plus seulement économique ? Il faut créer de nouveaux indicateurs mieux adaptés aux réalités sociales et aux grands enjeux de soutenabilité de nos économies*).

De la même manière, plusieurs propositions invitent à **intégrer des objectifs de responsabilité et de justice sociale dans les politiques publiques et la vie des entreprises**. C'est le cas dans le corpus n°3 (*il faut ajouter un facteur humain et environnemental au bilan financier des entreprises ; il faut que les aides publiques aux entreprises [...] soient conditionnées au respect d'engagements sociaux et environnementaux*) et dans le corpus n°1 (11% du total des contributions invitent à *promouvoir la justice sociale et fiscale*).

Enfin, les participants souhaitent une **considération accrue en faveur des métiers considérés comme essentiels** (agriculteurs, livreurs, éboueurs...). Dans le corpus n°1 notamment, 16% des contributions associées au rapport au travail invitent à *revaloriser les métiers utiles, essentiels à la société*. De la même manière, dans le corpus n°3, plusieurs propositions invitent à la revalorisation de différents métiers (*il faut revaloriser les salaires des métiers au service de l'humain : santé, éducation et bien être [...] ; il faut revaloriser les professions dites "essentiels" / 1ères lignes [...]*).

Un effort en faveur de l'éducation et de la formation est considéré comme nécessaire pour façonner la société et servir des causes environnementales et sociales. C'est un enjeu majeur du corpus n°1 ; c'est également un regroupement de propositions prioritaires du corpus n°3, avec 7% des propositions plébiscitées.

L'augmentation des efforts dans l'éducation est considérée comme une priorité. Dans le corpus n°1 en particulier, l'enjeu *faire de l'éducation une priorité* regroupe 8% du total des contributions.

L'orientation de l'éducation en faveur d'une sensibilisation à la cause environnementale est un thème commun à plusieurs corpus, en particulier les corpus n°3 et 4. *Repenser l'éducation en faveur de l'humain et de l'environnement* est ainsi un regroupement de propositions prioritaires du corpus n°3 (*il faut créer des programmes ambitieux de sensibilisation voire d'apprentissage à la préservation de notre planète dès l'école primaire ; il faut introduire l'éducation à l'environnement à l'école dès le plus jeune âge [...]*). Dans le corpus n°4, plusieurs contributions défendent cette même ambition (*Et si on enseignait à l'école l'écologie objective et la communication non violente [...] ? Et si toutes les formations de l'enseignement supérieur intégraient un module de sensibilisation aux grands enjeux de la transition ?*).

Les participants invitent à apporter un soutien plus important au système de santé, comme l'indiquent un regroupement de propositions prioritaires du corpus n°3 (4% des propositions plébiscitées) ainsi qu'un enjeu clé du corpus n°1 (l'enjeu *garantir santé et protection sociale aux citoyens* réunit 12% du total des contributions).

L'augmentation de l'attractivité des métiers de la santé est sollicitée et matérialisée par plusieurs propositions concrètes : revalorisation des salaires et amélioration de la reconnaissance et des conditions de travail des soignants. Dans le corpus n°1, 8% des contributions consacrées à cet enjeu invitent à *améliorer la reconnaissance et les conditions de travail des soignants* et 4% invitent à *revaloriser les salaires des personnels de santé*. Des propositions comparables sont identifiées dans le corpus n°3 (*il faut rendre plus attractifs les métiers de la santé, les revaloriser à hauteur de la pénibilité et de l'engagement de ces personnels ; il faut prendre soin des soignants pour qu'ils délivrent des soins de qualité [...]*).

Les participants expriment en outre le souhait d'une **augmentation des moyens accordés aux hôpitaux**, en particulier les hôpitaux publics. C'est le cas de plusieurs verbatim du corpus n°3 (*il faut sauver l'hôpital public : mieux rémunérer les personnels, attribuer plus de crédits pour ne pas fermer de lits... ; il faut arrêter de penser la santé comme une entreprise rentable et repenser la balance entre le financier et la qualité de soin*). Dans le corpus n°1, *investir dans l'hôpital public* fédère 25% des propositions consacrées à l'enjeu de la santé.

Enfin, une demande de renforcement de la place du citoyen dans le fonctionnement démocratique est formulée dans la plupart des corpus. Cet enjeu est le 5^e identifié dans le corpus n°1 (*renforcer la démocratie et le civisme* réunit 15% du total des contributions) et ressort également parmi les propositions plébiscitées du corpus n°3.

Le premier axe concerne **le renforcement de la transparence** : dans le corpus n°1, 10% des propositions consacrées à l'enjeu *renforcement de la démocratie et du civisme* invitent à *renforcer la transparence du Gouvernement*. D'autres propositions concernent l'influence des lobbies, notamment dans le corpus n°3 (*il faut réglementer/limiter l'impact des lobbys qui influencent de manière disproportionnée la politique et nuisent au débat démocratique*).

Le deuxième axe concerne **l'amplification du rôle du citoyen dans le fonctionnement démocratique**, souhaitée par les participants du corpus n°3 (*il faut remettre les citoyens au centre de l'action politique en favorisant davantage les initiatives locales*) et du corpus n°1 (*créer des comités citoyens, conventions citoyennes ; rendre la démocratie plus participative*).

A ces enjeux communs viennent s'ajouter des enjeux complémentaires mis en lumière par certains corpus. Le premier corpus présente par exemple un enjeu complémentaire autour de l'équilibre individuel et du rapport au travail. En outre, il offre un point de comparaison avec les résultats de la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC) et ceux du Grand Débat National. Le deuxième corpus révèle les moyens que les Français soutiennent pour enclencher une transition économique. Le troisième corpus, par son système de votes, permet de révéler des controverses et des propositions repoussées. Enfin, le quatrième corpus met en lumière le point de vue des acteurs et salariés du monde de l'entreprise.

L'approche exhaustive choisie par le corpus n°1 conduit à identifier certains thèmes qui ne font pas nécessairement l'objet d'un consensus – et sont de ce fait absents d'autres corpus – et qui apportent néanmoins un éclairage intéressant. Ces points portent sur **l'équilibre individuel et le rapport au travail**. Le corpus n°1 révèle ainsi une demande des participants de *passer plus de temps en famille, avec ses enfants* (mentionné par 28% des contributions traitant de cet enjeu) et de *prendre le temps de vivre, ralentir le rythme, revenir à l'essentiel* (23% des contributions), notamment pour se consacrer à des activités sociales, sportives et culturelles. Le **changement du rapport au travail** est évoqué à travers le développement du télétravail, de la formation professionnelle, notamment pour accompagner les nécessaires reconversions professionnelles et la relocalisation des activités en France, ainsi que la recherche d'un meilleur équilibre entre vie pro et vie privée. La question de **la justice sociale et fiscale** est également abordée (11% des

contributions), notamment autour de propositions telles que *Mieux répartir les richesses, réduire les inégalités, instaurer un revenu universel, revaloriser les salaires ou lutter contre l'évasion fiscale*. Ce corpus met également en lumière **trois valeurs cardinales** portées par les contributeurs. Ils appellent ainsi à plus **d'humanité** (développement des contacts sociaux, prise en compte du facteur humain dans les décisions économiques, solidarité), de **proximité** (de la production, de la consommation, des services et décisions publiques) et de **responsabilité** (individuelle et collective, sur les plans de la consommation, du travail, et de la vie citoyenne).

Une analyse via l'arbre de connaissances conduite sur le corpus n°1 fait ressortir un socle commun autour de la question écologique. Se distinguent ensuite deux groupes de pensée. L'un de ces deux groupes se concentre sur des questions liées à l'équilibre de vie, à la place et aux modalités du travail, les reliant aux problématiques liées aux services publics, notamment la santé et l'éducation. Un autre groupe présente une pensée articulée autour de la transition écologique, reliée à des propositions portant sur une évolution de la production, de la consommation et des transports ainsi que sur une transition économique tendant vers plus de justice sociale.

En outre, le corpus n°1 offre **un éclairage complémentaire aux résultats de la CCC et du Grand Débat National** : 70% des objectifs énoncés au cours de cette CCC ont ainsi été exprimés spontanément dans le corpus n°1. Dans la même démarche, on constate que 260 des 288 propositions identifiées dans le corpus n°1 étaient déjà formulées dans les contributions d'expression libre du Grand Débat National.

Interrogés dans le corpus n°2 sur **les moyens à mettre en œuvre pour accomplir la transformation des activités économiques**, les Français s'accordent autour de la revalorisation des métiers essentiels (*revalorisation des métiers essentiels* : "très bon moyen" pour 55% des sondés) et autour de l'accès à la connaissance et au savoir (*partage de connaissances et de savoir-faire* : "très bon moyen" pour 47% des sondés). Par ailleurs, les sondés attendent de l'Etat qu'il entraîne et accompagne cette transition de façon ciblée (*Dispositifs d'accompagnement à la perte d'activité*, "très bon" ou "bon moyen" pour 75% des sondés ; *Grands travaux lancés par l'Etat*, "très bon" ou "bon moyen" pour 59% des sondés). En revanche, ils ne souhaitent pas pour autant qu'il prenne le contrôle de pans d'activité à transformer (*Prise de contrôle de la part de l'Etat*, "très bon" ou "bon moyen" pour seulement 43% des sondés, 12^{ème} proposition sur 12).

Grâce au système de vote, le corpus n°3 **permet d'identifier par analyse statistique les points de clivage⁹, voire les repoussoirs, parmi les propositions soumises** par les contributeurs. Ainsi, c'est le cas de la question de l'instauration du revenu universel, qui se révèle mobiliser fortement une partie des votants quand une partie équivalente la rejette nettement, ce caractère clivant est confirmé par ailleurs par le corpus n°2. Il est de même sur l'identification de clivages plus classiquement connus comme **la question nucléaire, les 35h ou la question européenne**. Le corpus n°3 **met néanmoins en lumière des clivages citoyens sur le rapport au progrès technique** (notamment le déploiement de la 5G) ou **des réflexions sur la représentation démocratique** (nombre d'élus, tirage au sort etc.). L'identification de **propositions repoussoirs** permet par ailleurs de souligner les idées les plus rejetées : la sortie de l'Union Européenne, le végétarisme étendu, la nationalisation d'outils digitaux par l'Etat ou encore la suppression des frontières.

Cette analyse offre également des points de comparaison avec les consultations précédant la crise COVID-19¹⁰ : circuits courts, transition agroécologique, réduction des déchets, végétalisation des villes.

Enfin, la consultation Recovery, conçue par et pour les entreprises (**corpus n°4**), **met en lumière le point de vue spécifique des acteurs et salariés du monde de l'entreprise**.

⁹ Dans le corpus n°3, les propositions clivantes correspondent aux propositions recueillant autant d'adhésion forte (vote "Pour" surqualifié par un vote "Coup de cœur") que de net rejet (vote "Contre" surqualifié par un vote "Surtout pas !"). Les propositions repoussoirs, quant à elles, recueillent un fort rejet auprès des participants (vote "Contre" surqualifié par un vote "Surtout pas !"). La classification des propositions en consensus, clivages et repoussoirs est effectuée grâce à un algorithme qui soumet ces propositions au vote des citoyens, afin de générer un échantillonnage de Thompson, solution usuelle au problème du bandit manchot en théorie des probabilités.

¹⁰ Grande Cause Environnement ; consultations municipales à Bordeaux, Nantes et Grenoble

En complément, l'analyse de chacun des quatre corpus étudiés a donné lieu à la rédaction d'une synthèse distincte, en annexe à ce document :

Annexe 1 : Synthèse du corpus n°1 – Analyse sémantique et lexicale des 12 consultations citoyennes ayant fait le choix de l'expression libre

Annexe 2 : Synthèse du corpus n°2 – Résultats de deux sondages et d'un questionnaire faisant partie intégrante d'une démarche de collecte d'expressions citoyennes

Annexe 3 : Synthèse du corpus n°3 – Détermination de consensus et clivages citoyens à partir de contributions exprimées sur une plateforme indépendante de mobilisation citoyenne

Annexe 4 : Synthèse du corpus n°4 – Recueil des contributions collectées via une consultation citoyenne à destination des acteurs et salariés du monde de l'entreprise

2. Éléments méthodologiques

2.1 Les corpus analysés ont été constitués dans un même contexte mais présentent des spécificités propres

Les conclusions de ces consultations citoyennes sont à mettre en regard de trois éléments de contexte clés :

- > **un contexte temporel spécifique** (de mars à juin 2020) qui coïncide avec la période de confinement de la population française ;
- > **des natures de porteurs de certaines consultations** pouvant être associée à des causes (ex. : associations militantes, groupe de parlementaires), ayant pu conduire à des biais de sélection sur les contributeurs ;
- > **des biais de cadrage¹¹ potentiels liés à l'éditorialisation de certaines plateformes** (propositions de manifestes introductifs sur le monde d'après par certaines plateformes, cadrage des thèmes par certaines consultations) **et des questions posées** (formulation des questions ouvertes, introduction d'éléments contextuels, réponses proposées dans les sondages). Par exemple, on note que la grande majorité des consultations étudiées portent dans leur nom même l'idée du besoin de changement, incitant ainsi les contributeurs à orienter leurs propos dans cette direction ;

Les propositions et enjeux qui émergent du corpus sont donc à appréhender en tenant compte de ce contexte particulier.

S'ils ont été construits dans un contexte commun, chacun des corpus étudiés présente ses spécificités, avantages et limites :

Corpus n°1 : analyse sémantique et lexicale de 12 consultations citoyennes ayant fait le choix de l'expression libre

- > **Ce corpus permet d'identifier le plus large éventail de propositions** des différents corpus et de **mettre en lumière celles qui sont le plus spontanément formulées** par les contributeurs. Il permet également, avec une analyse via la méthode des arbres de connaissance, **d'identifier les opinions partagées et différenciées**.
- > En revanche **l'hétérogénéité des sources** et les **mécanismes de consultations ne permettent pas de tester l'adhésion des contributeurs** vis-à-vis des propositions qu'ils n'ont

¹¹ En psychologie du raisonnement et de la décision ainsi qu'en psychologie sociale, le biais de cadrage est défini comme le biais cognitif découlant de la présentation d'un « cadre cognitif » comme approprié pour réfléchir sur un sujet. Ce cadrage peut avoir un effet sur le raisonnement et conduire à des choix différents en fonction de la façon dont le problème a été formulé.

pas eux-mêmes formulées. Cette analyse ne garantit pas la représentativité des contributeurs par rapport à la population française mais vise uniquement à fournir une vision de la diversité des opinions des contributeurs.

> **Lecture des quantifications concernant le Corpus n°1 :**

L'analyse lexicologique permet de comptabiliser le nombre de fois où une proposition ou un enjeu est mentionné dans le corpus. Chaque contribution peut mentionner plusieurs propositions ou plusieurs enjeux. Les % exprimés tiennent compte de cette spécificité.

- **A l'échelle des enjeux** : les % communiqués correspondent, pour chaque enjeu au nombre de fois où cet enjeu spécifique est identifié (indexé) dans le corpus, divisé par le nombre de contributions mentionnant au moins un enjeu. Une contribution pouvant mentionner plusieurs enjeux, la somme des pourcentages exprimés peut donc dépasser 100%.
On peut dire *"On constate que l'enjeu Accélérer la transition écologique est mentionné par 27% contributions mentionnant au moins un enjeu"*.
- **A l'échelle des propositions** : les % communiqués correspondent, pour chaque proposition au nombre de fois où une contribution mentionne cette proposition, divisé par le nombre total de contributions mentionnant l'enjeu dont cette proposition est issue. Ainsi, une contribution mentionnant plusieurs propositions d'un même enjeu ne sera comptée qu'une fois au dénominateur. On note qu'au sein d'un même enjeu, la somme des pourcentages exprimés peut dépasser 100% car une même contribution peut porter plusieurs propositions de l'enjeu.
On peut dire *"Parmi les contributions qui évoquent l'enjeu Accélérer la transition écologique, 21% évoquent la proposition réduire la pollution"*.

Corpus n°2 : résultats de deux sondages et d'un questionnaire faisant partie intégrante d'une démarche de collecte d'expression citoyenne

- > Avec deux sondages effectués sur un **échantillon représentatif** de la population française¹², ce corpus permet d'identifier l'opinion des Français **sur un ensemble de questions prédéfinies**. Ainsi, ces sondages permettent d'identifier des **enjeux prioritaires aux yeux des Français** et de saisir la manière dont ils **perçoivent** certaines **activités économiques** ainsi que certains moyens pouvant être mis en œuvre pour amorcer une transition.
- > En revanche, ce corpus **ne permet pas d'identifier de nouvelles propositions ou de tirer des conclusions au-delà de la liste de questions soumises**.

Corpus n°3 : détermination de consensus¹³ et clivages citoyens à partir de contributions exprimées sur une plateforme indépendante de mobilisation citoyenne, visant à une représentativité de la population française et englobant un large nombre de contributeurs

- > Ce corpus permet d'identifier 14 idées prioritaires et 14 idées secondaires. Ces idées sont construites à partir d'environ **2 000 propositions** plébiscitées sur les 20 000 propositions soumises par les contributeurs¹⁴. Si le profil des contributeurs et des votants n'est pas strictement représentatif de la population française, la taille de l'échantillon interrogé (env. 170 000 personnes) et la représentativité visée¹⁵ des votes garantissent un éclairage pertinent.

¹² Echantillon sélectionné selon la méthode des quotas.

¹³ Un consensus au sens utilisé par la plateforme Make.org (Corpus n°3) est une proposition citoyenne qui a recueilli une très large majorité de votes explicites en sa faveur et dont la mesure vise à une représentativité de la population française (au regard de critères d'âge, de genre et de région de résidence)

¹⁴ Dans le corpus n°3, les propositions plébiscitées sont identifiées grâce aux 1,7 millions de votes reçus sur ces contributions. Une proposition plébiscitée a reçu au moins 80% de votes "Pour" dont au moins 37% de qualifications positives ("Coup de cœur" ou "Réaliste"). Les idées prioritaires sont quantifiées par leur poids au sein des propositions plébiscitées. Les % communiqués correspondent à la proportion de propositions liée à l'idée au sein des propositions plébiscitées.

¹⁵ Critères de représentativité : âge, genre, région. Représentativité non évaluée sur les critères de catégorie socio-professionnelle ni sur la taille d'agglomération de résidence des répondants en l'absence de données.

Ce corpus permet également d'identifier des propositions clivantes et repoussoirs¹⁶ au sein de la population française.

- > **Il ne vise en revanche pas à faire émerger des propositions faiblement soutenues** ou peu débattues par les votants. Par ailleurs, le format des propositions (140 caractères) peut limiter les possibilités de nuances et de développement.

Corpus n°4 : recueil des contributions collectées via une consultation citoyenne à destination des acteurs et salariés du monde de l'entreprise

- > Cette consultation s'est articulée autour de six débats ouverts au public et réunissant des intervenants du monde économique, associatif et politique. Les participants étaient ensuite invités à contribuer sur une plateforme sous la forme de propositions, commentaires et approbations (dénommés "Likes"). Afin de cadrer les contributions, quatre thèmes (dénommés "Challenges") avaient été proposés en amont.
- > En revanche, **ce corpus n'a pas vocation à être représentatif de l'ensemble des entreprises** françaises mais plutôt à **dégager des consensus** permettant d'élaborer un plan d'action et des engagements pour les entreprises.

2.2 Quinze consultations citoyennes réalisées à l'occasion de l'épidémie de la COVID-19 ont été analysées dans les quatre corpus étudiés

Ces 15 consultations ont été retenues en raison d'une sélection de critères propres :

- > **une origine citoyenne** : consultation lancée à l'initiative d'un regroupement de citoyens, d'une ou de plusieurs associations ou d'acteurs de l'écosystème *Civic-tech*¹⁷ ;
- > **une portée strictement nationale et ouverture à tous** : exclusion des consultations menées à l'échelle locale¹⁸ ou internationale¹⁹ ainsi que des consultations ouvertes uniquement à des corps intermédiaires et institutionnels²⁰ ;
- > **un objet centré sur le monde d'après** : exclusion des consultations n'appelant pas à des partages de réflexions et d'aspirations sur le monde d'après-crise ou centrées sur une seule thématique²¹ ;
- > **une volonté de participation à un processus de rédaction d'une synthèse commune**, traduite par la participation au collectif *"Après, Maintenant !"* ;

2.3 Trois jalons successifs constituent la méthode de synthèse employée

- > **la comparaison des enjeux** émanant des contributions libres dans les **deux principaux corpus d'expression libre** (corpus n°1 et 3) ;
- > **l'identification de six enjeux communs** aux deux principaux corpus d'expression libre et également représentés dans les autres corpus ;
- > **l'identification d'enjeux complémentaires**, fortement représentés dans l'un des deux principaux corpus d'expression libre ainsi que d'approches et d'angles d'analyse complémentaires présentés spécifiquement par certains des corpus ;

¹⁶ Dans le corpus n°3, les propositions clivantes correspondent aux propositions recueillant autant d'adhésion forte (vote "Pour" surqualifié par un vote "Coup de cœur") que de net rejet (vote "Contre" surqualifié par un vote "Surtout pas !"). Les propositions repoussoirs, quant à elles, recueillent un fort rejet auprès des participants (vote "Contre" surqualifié par un vote "Surtout pas !").

¹⁷ Consultation *"Le Jour d'Après"*, initiée par un groupe de parlementaires, tout de même intégrée car trans-partisane, fondée sur une approche open source / open data et répondant aux autres critères listés

¹⁸ *"Préparons le déconfinement"*, Mairie du Palais, Belle-Ile : recueil de témoignages sur la période du confinement et d'aspirations pour le déconfinement

¹⁹ *2030 Climate Target Plan*, Commission Européenne : consultation européenne menée du 31 mars au 23 juin portant exclusivement sur les objectifs climatiques

²⁰ *"Parole à"*, Métropole Européenne de Lille : consultation ouverte aux membres du Conseil de Développement de la MEL

²¹ *2030 Climate Target Plan*, Commission Européenne : consultation européenne menée du 31 mars au 23 juin portant exclusivement sur les objectifs climatiques

Pour l'identification des enjeux communs, les corpus n°1 et n°3 ont été retenus comme principale base de départ, pour deux raisons :

- > **le type de contributions collectées** : expression libre ;
- > **le volume de contributions retenues** : 76 000 contributions portant sur 288 propositions pour le corpus n°1 ; 20 000 propositions soumises dont 2 200 propositions plébiscitées concentrées sur 14 idées prioritaires (ou regroupements de propositions)²² pour le corpus n°3 ;

Les enjeux fortement partagés mais portant sur des thèmes ne permettant pas leur regroupement au sein des enjeux communs ont été retenus comme des enjeux complémentaires, analysés dans un second temps.

Les 6 enjeux communs ont fait l'objet d'un approfondissement spécifique et ont été mis en regard avec les conclusions des corpus n°2 et 4. En raison de la nature différente des valeurs quantifiées communiquées dans les corpus n°1, 3 et 4 (nombre d'occurrences mesurant une notoriété spontanée pour le corpus n°1, votes mesurant un taux d'adhésion pour les corpus n°3 et 4) et de la non exhaustivité des sondages représentatifs composant le corpus n°2, il n'est pas possible de hiérarchiser ces six enjeux communs les uns par rapport aux autres. Ils ont donc fait l'objet d'un traitement identique, **la synthèse proposant alors une cartographie des enjeux plutôt qu'un classement de ces derniers.**

N'étant pas partagés par les deux principaux corpus d'expression libre, les éléments complémentaires sont traités dans un deuxième temps, également avec l'appui d'éléments tirés des corpus n°2 et 4.

2.4 Deux limites sont identifiées dans la méthode retenue, inhérentes au processus de synthèse

Tout d'abord, le nécessaire recours à une maille d'analyse plus large entraîne une potentielle perte de profondeur et de nuances. En effet, les enjeux communs identifiés et analysés sont **constitués à partir d'un rassemblement thématique des enjeux** développés par les corpus n°1 et 3, eux-mêmes construits par **rassemblement thématique de propositions**. Si les propositions et leur importance relative (hiérarchisées selon la méthode retenue par leur corpus d'origine) sont bien prises en compte dans l'analyse des enjeux, le **regroupement** de plusieurs d'entre elles et par la suite de plusieurs enjeux pour construire des enjeux communs **entraîne nécessairement un risque de perte de profondeur et de nuances**. Pour **retrouver la richesse des propositions évoquées**, il convient alors de **faire un retour aux synthèses et référentiels des corpus analysés**.

Ensuite, l'hétérogénéité des corpus étudiés, notamment au regard des méthodes de collecte des contributions et de leur analyse, ne permet pas la hiérarchisation des propositions et enjeux issus de corpus différents. Deux approches complémentaires permettent cependant d'introduire un premier niveau d'analyse :

- > **Le nombre de corpus dans lequel on retrouve un enjeu ou une proposition** peut être utilisé pour introduire un premier niveau de hiérarchisation. Il permet de distinguer un socle partagé constituant le plus petit dénominateur commun ainsi que des éléments complémentaires, sans préjuger de l'importance de ces éléments complémentaires dans les corpus dont ils sont issus.
- > **La hiérarchisation interne à chaque corpus** permet de classer respectivement des propositions et enjeux issus d'un même corpus, tout en tenant compte des spécificités méthodologiques de ce dernier. Le retour au corpus n°1 permet de hiérarchiser les propositions selon leur notoriété spontanée. Le retour aux corpus n°2, 3 et 4 permet de mesurer une adhésion via leur système de votes et ainsi d'établir une hiérarchisation directe au sein des corpus (avec des degrés de représentativité variables selon les corpus).

2.5 Collégialité et regard expert sur la méthode employée

Suivi par le Comité de Pilotage

²² Accompagnées de 14 idées secondaires

Les travaux menés par Roland Berger (en collaboration avec Bluenove et Cognito pour la rédaction de la synthèse du corpus n°1) ont été suivis par un Comité de Pilotage présidé par le Conseil Economique Social et Environnemental, avec l'appui de la Direction interministérielle de la transformation publique.

Echanges avec les acteurs ayant organisé les consultations citoyennes étudiées

La méthode construite et mise en œuvre par Roland Berger pour réaliser la synthèse de l'ensemble des corpus a été partagée avec les acteurs ayant organisé les consultations citoyennes étudiées (rassemblées dans le collectif "*Après, Maintenant !*") lors de l'ouverture des travaux, le mardi 23 juin 2020.

Des échanges ont été mis en place avec lesdites organisations au cours de la semaine du 23 juin 2020. Une première version des synthèses de leurs corpus respectifs leur a été partagée le lundi 29 juin 2020 pour relecture et commentaires avant rédaction de la synthèse totale définitive.

Echanges avec un expert mandaté par le Conseil Economique, Social et Environnemental

Sur demande du CESE, la démarche et la méthodologie employées ont été suivies par M. Clément Mabi, maître de conférences à l'Université de Technologie de Compiègne, et spécialiste des questions d'expérimentation démocratique, d'Open Gov, de participation citoyenne, de culture numérique, de dialogue environnemental, d'analyse des controverses. Clément Mabi a veillé à porter un regard critique sur :

- > l'impartialité et la transparence de la démarche ;
- > la régularité de la méthode et celle des travaux d'analyse et de synthèse des contributions recueillies.

Des échanges sur la méthode suivie ont pris place dans la semaine du 23 juin 2020, avant une analyse des versions préliminaires fournies lors des Comités de Pilotage du 29 juin et du 1^{er} juillet 2020.

Synthèse des consultations citoyennes sur le "Monde d'Après" la crise de la COVID-19

Synthèse du Corpus n°1

Analyse sémantique et lexicale des 12 consultations
citoyennes ayant fait le choix de l'expression libre

Plateformes :



Rédacteur :



le 1er juillet 2020

Introduction

La crise sanitaire du Covid-19, par son ampleur et ses répercussions économiques, sociales et sociétales a suscité de nombreuses réactions de la part de la société civile. Des associations, des acteurs du web ou des entreprises engagées ont notamment mobilisé autour d'elles et collecté de nombreuses contributions citoyennes relatives aux besoins et attentes nouvelles de la société française. Ces contributions ont été mises en commun au sein de la plateforme web "*Après, Maintenant !*" et regroupées au sein de corpus cohérents pour en faire une synthèse à adresser aux pouvoirs publics.

Ce document fait la synthèse des contributions recueillies dans 12 consultations (Corpus n°1) ayant fait le choix de faire s'exprimer de manière ouverte les citoyens au travers de « verbatim » (rédaction de contributions textuelles). Il s'agit des consultations suivantes : Le jour d'après (groupe de parlementaires), Notre nouvelle vie (Bluenove associée à TF1, LCI et Sciences Po Paris), Construisons demain (Civocracy), Toguna (Brainlinks), ID pour demain, Demain est près de chez vous (Politiker), Ma voix porte (Bilendi : uniquement les questions ouvertes), Ma nouvelle vie (Bluenove associée à RTL), Futur proche, So Good, Engage Calls (avec Civocracy), Et après (Soon Soon Soon).

Ces 12 consultations ont démarré pour la plupart entre mars et avril 2020. Leurs objectifs et particularités sont décrits dans un tableau synoptique en annexes pour alléger la lecture. Dans l'ensemble, il s'agit de consultations portant sur le monde d'après au travers de différents prismes : consultations portant sur un grand nombre de thèmes (par exemple Le Jour d'Après ou Notre Nouvelle Vie), consultations priorisant un angle de vue (par exemple Toguna centrée sur le questionnaire de Bruno Latour relatif aux gestes barrières contre le retour à la production d'avant-crise ou Ma Voix Porte centrée sur le type d'activités économiques à privilégier dans le monde d'après), consultations orientées sur un thème particulier (par exemple Engage centrée sur le Défi Biodiversité), consultations privilégiant une modalité de participation spécifique (par exemple Futurs proches orientée sur l'écriture de micro-récits positifs).

Toutes ces consultations ont pour point commun d'avoir privilégié l'expression libre des participants, soit de manière spontanée (plateformes de dépôt de propositions - par exemple Le jour d'après avec l'outil Decidim - ou textes libres - par exemple Bright Mirror avec l'écriture de micro-récits), soit de manière assistée (en réponse à une question ouverte, par exemple Notre Nouvelle Vie avec l'outil Assembl Flash). Deux de ces consultations comportent également des votes (d'accord, pas d'accord, soutien, « like », etc.) : Le jour d'après avec la plateforme Decidim et Construisons demain avec la plateforme Civocracy.

Dans la présente synthèse, l'emphasis est mise sur le traitement lexicologique des verbatim citoyens – et non sur les votes - pour trois raisons : 1) un vote peut venir soutenir un verbatim déjà rédigé par un citoyen, mais avec un niveau d'engagement du votant plus faible que s'il avait rédigé spontanément un contenu textuel ; 2) seules deux consultations sur 12 ont intégré la possibilité de voter sur les propositions²³ ; 3) l'impact quantitatif des votes dans ces 2 consultations a été marginal (quelques dizaines de votes par proposition, souvent moins) au regard du nombre de récurrences sémantiques dans le corpus consolidé des 12 consultations (plusieurs milliers de contributions pour les principales propositions).

Au total, ce sont 76 216 contributions citoyennes provenant des 12 consultations qui ont été analysées. Elles ont fait émerger un référentiel de 288 propositions regroupées en 15 enjeux. On notera que ce corpus consolidé a l'avantage de couvrir un champ particulièrement large de préoccupations citoyennes et permet une analyse de corrélation mettant en avant les consensus et les clivages. Il permet aussi la comparaison avec les résultats du Grand Débat National dans la mesure où les contributions libres du GDN, spontanées et textuelles comme dans le corpus ici traité, ont fait l'objet d'un référentiel établi à partir de la même méthode d'analyse lexicologique. En revanche, l'inconvénient principal du rapprochement des 12 corpus réside dans la cohabitation de verbatim qui se sont exprimés dans des contextes distincts. Il est ainsi logique de voir apparaître quelques biais d'ancrage liés à des questionnements spécifiques dans le cas des enquêtes ouvertes. Dans la mesure toutefois où les enquêtes ont toutes été initiées pendant la crise sanitaire du Covid-19, elles ont toutes porté sur des thèmes compatibles avec le sujet général du monde d'après.

²³ Incluant Demain est près de chez vous (Politiker)

3. Synthèse des résultats

L'analyse des 12 consultations citoyennes a fait émerger 15 enjeux. Ceux-ci se construisent autour de 5 grands enseignements.

Messages clefs

- > L'enjeu principal exprimé par les citoyens relève de la **transition écologique** : l'accélération vers une société post-carbone est clairement en tête des préoccupations. C'est le socle de consensus de l'ensemble des consultations. Cet enjeu coiffe, au-delà des propositions strictement liées à la protection de la planète, à la réduction de la pollution et au réchauffement climatique, la problématique des transports (réduire les déplacements personnels et professionnels, limiter le trafic aérien), de l'agriculture (développer le bio et l'agriculture raisonnée, interdire les pesticides) et de l'aménagement du territoire (développer les commerces de proximité, renforcer la décentralisation).
- > L'équilibre **vie privée – vie professionnelle** révèle un nouveau pacte social autour de la reconquête du temps pour soi et du rapport au travail. D'une part, côté vie privée, un plaidoyer pour un ralentissement des rythmes et pour de nouvelles convivialités avec sa famille et ses proches. D'autre part, côté vie professionnelle, une demande forte de télétravail, de formation professionnelle et de reconnaissance de l'utilité sociale dans la valorisation des métiers.
- > Un renouveau des **modes de consommation et de production** s'exprime clairement. C'est à un modèle de consommation « raisonnée » (consommer local, changer les habitudes de consommation) et de relocalisation de la production (soutenir l'industrie française, développer les circuits courts, limiter les importations) que font référence les participants, en invoquant la bascule vers un système économique moins libéral.
- > L'enjeu de revalorisation des **services publics** est également clé. Il s'articule autour de la santé et de la protection sociale (avec une priorité donnée à l'hôpital public), de l'éducation (réinvestir dans l'éducation, mieux former les jeunes) et de la justice sociale (mieux répartir les richesses, réduire les inégalités).
- > Enfin, le besoin de renforcement de la **démocratie et du civisme** parachève le panorama. Il s'agit de prendre acte d'une demande de transparence du gouvernement, de vision long terme et de responsabilisation du citoyen.

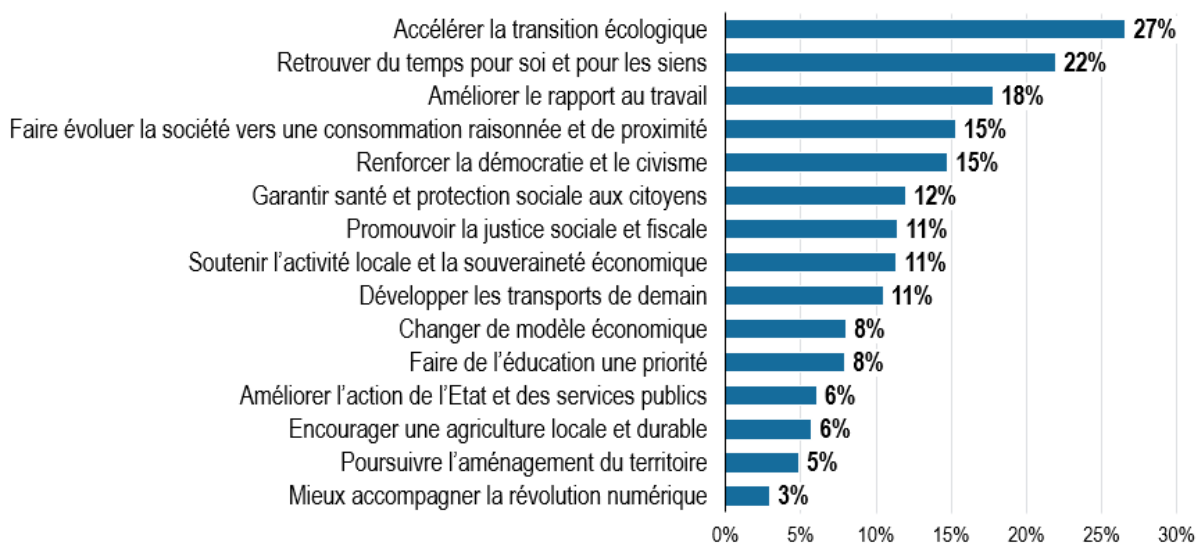
3.1 15 enjeux clés émanant du corpus

L'enjeu principal révélé par l'ensemble des consultations du corpus 1 relève de la transition écologique : l'accélération vers une société post-carbone est clairement en tête des préoccupations citoyennes.

Parallèlement, un pivot semble se dessiner autour de l'axe vie privée - vie professionnelle, manifestement lié à l'impact de la crise sanitaire sur la sphère personnelle ("crise de l'intime") et à l'exacerbation pendant la période de la question du télétravail (1ère proposition, et de loin, de l'enjeu "améliorer le rapport au travail"). Un nouveau pacte d'équilibre semble se jouer sur la saine articulation entre vie familiale et vie professionnelle.

C'est également à un modèle de sobriété et de localisme que font référence les participants aux diverses consultations (consommer local, développer les circuits courts, relocaliser la production) : retour sur soi, reprise en main de nos vies, la France de la proximité.

15 principaux enjeux du corpus 1



En corollaire, le besoin de renforcement de la démocratie et du civisme, qui s'appuie sur une demande de transparence du gouvernement et de responsabilisation du citoyen, manifeste une défiance à l'égard de la centralisation et convoque un regain de participatif. Confiance dans le "proche", besoin de réassurance par rapport au "lointain". L'apparition d'un enjeu "santé et protection sociale" bien plus prégnant que lors du Grand Débat National dresse un panorama citoyen résolument tourné vers le retour aux essentiels. En somme : respect de la nature et de la planète, temps retrouvé, fin du consumérisme, quête de citoyenneté active, primauté de la santé et protection sociale renforcée sont les grandes priorités citoyennes pour le monde de demain.

Afin de donner une vision dynamique de ces 15 enjeux, nous avons croisé les points de vue des participants sur les 288 propositions pour comprendre quelles étaient celles qui étaient les plus partagées et celles qui scindaient les répondants en plusieurs segments d'opinion. C'est l'objet de l'arbre des propositions ci-dessous, qui forme une cartographie des préférences citoyennes.

Arbre des propositions tous enjeux confondus

(zoom sur les 79 propositions les plus partagées, fréquence supérieure à 300 contributions)

4 Compter sur l'Etat pour renforcer les services publics, notamment de santé et d'éducation

Numérique

- Protéger les données personnelles

Santé

- Renforcer le système de santé
- Renforcer le système de production sociale
- Investir dans l'hôpital public

Travail

- Lutter contre le stress
- Développer la visio-conférence

Privé

- Changer de lieu de vie, quitter la ville, vivre à la campagne
- Passer du temps avec ses amis
- Retrouver une vie sociale

Etat

- Refonder les services publics de qualité

Démocratie

- Responsabiliser les médias

Educ

- Mieux éduquer et former les jeunes

3 la vie privée, le ralentissement du rythme et les changements dans le monde du travail

Améliorer le rapport au travail : 6597 contributions

- Développer le télétravail
- Développer la formation professionnelle
- Revaloriser les métiers utiles, essentiels à la société

Développer les transports de demain : 3894 contributions

- Réduire les déplacements personnels et professionnels

Retrouver du temps pour soi et pour les siens : 8136 contributions

- Faire plus de sport
- Prendre le temps de vivre, ralentir le rythme, revenir à l'essentiel
- Passer plus de temps en famille, avec ses enfants

Faire de l'éducation une priorité : 2945 contributions

- Réinvestir dans l'éducation

Améliorer l'action de l'Etat et des services publics : 2254 contributions

- Renforcer les moyens pour l'art et la culture

5 Ceux qui souhaitent pousser la révolution écologique jusqu'au bout, notamment par une transformation des modes de vie et de consommation

Consommation

- Réduire les déchets
- Réduire ou interdire la publicité
- Réduire la plastique, les emballages
- Réduire la consommation d'énergie
- Privilégier une alimentation locale et saine

Ecologie

- Sortir des énergies fossiles
- Développer la prise de conscience écologique
- Développer les énergies renouvelables
- Respecter, protéger les animaux

Transport

- Développer les transports en commun
- Développer le vélo et les pistes cyclables
- Limiter le trafic aérien, les trajets en avion

2 Relocalisation de la production et de la consommation au bénéfice de l'écologie

Accélérer la transition écologique : 9848 contributions

- Protéger la biodiversité, le vivant
- Lutter contre le réchauffement climatique
- Réduire la pollution

Respecter l'environnement, la nature, la planète

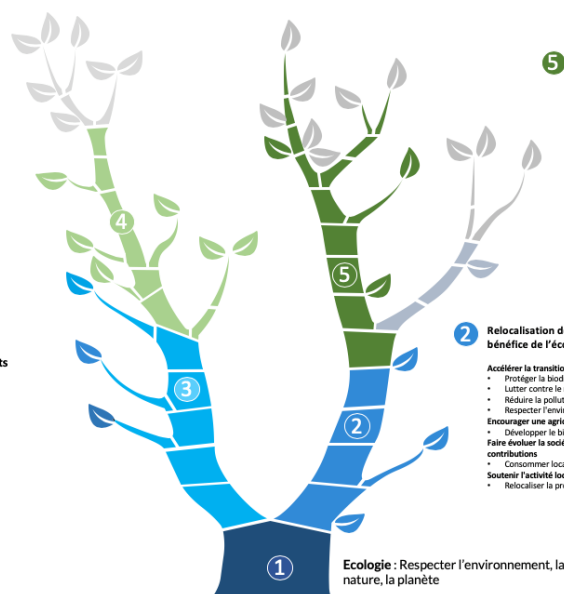
- Encourager une agriculture locale et durable : 2141
- Développer le bio, l'agriculture raisonnée

Faire évoluer la société vers une consommation raisonnée et de proximité : 5669 contributions

- Consommer local, développer les circuits courts

Soutenir l'activité locale et la souveraineté économique : 4221 contributions

- Relocaliser la production, soutenir l'industrie française



Les consensus figurent dans le tronc de l'arbre et les clivages sont représentés dans chacune des branches. Cette représentation synthétique vise à mettre en exergue les corrélations entre les

préférences citoyennes (la majorité des citoyens pensent A dans le tronc et il y a ceux qui pensent A + B dans une branche et ceux qui pensent A + C dans l'autre branche).

Dans le **tronc commun figure une seule proposition** : respecter l'environnement, la nature, la planète. Le socle de consensus repose donc sans conteste sur l'impératif écologique.

Une première grande branche à droite de l'arbre représente **des citoyens qui militent pour une relocalisation de la production et de la consommation au bénéfice de l'écologie et de la souveraineté** (soutenir l'industrie française, consommer local, limiter les importations). On observe donc un resserrement du macro (la planète) au micro (la proximité, les circuits courts). Ce groupe d'opinion se subdivise ensuite en deux sous-groupes. Le premier sous-groupe (sous-branche à gauche) souhaite faire la démonstration de la révolution écologique, notamment par une transformation très concrète des modes de transport (limiter le trafic aérien, développer le vélo, développer le transport en commun) et des modes de consommation (réduire et recycler les déchets, limiter la publicité, réduire le plastique et les emballages, réduire la consommation d'énergie). Ce premier sous-groupe représente la France pragmatique qui veut réaliser la transition écologique au quotidien en modifiant, au plus près du réel, ses comportements.

Le second sous-groupe (sous-branche à droite) plaide pour **un nouveau contrat social à la fois fondé sur une meilleure justice sociale et fiscale** (mieux répartir les richesses, instaurer un revenu universel, réduire les inégalités, développer l'égalité hommes / femmes) **et sur une transformation du système économique** (changer pour un système moins libéral, revaloriser le travail, améliorer les conditions de travail). Une France marquée par un idéal plus "politique" de lutte contre les inégalités.

Enfin, une seconde grande branche à gauche de l'arbre met l'accent sur **la vie privée et le ralentissement des rythmes** (passer du temps en famille, revenir à l'essentiel, réduire les déplacements personnels et professionnels). Une partie de ce groupe d'opinion partage également la nécessité de mutations dans le monde du travail (développer le télétravail, développer la formation professionnelle, revaloriser les métiers utiles) et compte sur l'Etat pour renforcer les services publics, notamment de santé et d'éducation (investir dans l'hôpital public, renforcer le système de protection sociale, mieux éduquer, refonder des services publics de qualité). En synthèse, **une France du retour à l'essentiel et de la décélération, sensible à la vision d'un Etat protecteur**.

3.2 Analyses transversales

La dimension sémantique du corpus des 12 consultations permet un traitement spécifique des contributions qui s'avère particulièrement éclairant car il offre une lecture plus large ne se limitant pas aux seules 75 000 contributions analysées.

Il s'agit en effet : 1) de faire émerger les valeurs fondamentales exprimées par les citoyens dans leurs verbatim, 2) de comparer les contributions avec les recommandations de la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC), et 3) de les comparer à haut niveau avec les propositions issues du Grand Débat National (GDN).

3.2.1 Valeurs exprimées par les citoyens

L'analyse des valeurs exprimées par les citoyens permet de bâtir une "boussole" du monde post-Covid-19. Cette boussole s'articule autour des 3 valeurs cardinales suivantes :

En premier lieu, une demande de plus d'**humanité**. 22% des contributions du corpus 1 mentionnent :

- > Un besoin de contact interpersonnel, de lien social, de convivialité, de temps passé en famille et avec ses proches. La prégnance de cette valeur est vraisemblablement renforcée par l'expérience du confinement ;
- > Une recherche d'humanité dans les relations sociales : respect, bienveillance, empathie, écoute, confiance, reconnaissance, fraternité, vivre ensemble ;
- > Un souhait affirmé de remettre l'humain au centre de la logique économique, au lieu du profit et de la croissance à tout prix ;

- > Une priorité accordée au partage, à l'échange, à l'entraide, au soin et à la coopération ;
- > Une demande de solidarité au niveau de la société et de l'Etat via plus de justice sociale, une réduction des inégalités, un meilleur partage des richesses, un réinvestissement dans l'éducation et la formation, un soutien et un accompagnement des plus fragiles (pauvres, personnes âgées, personnes en situation de handicap...).

L'humanité traduit donc le souhait d'un monde traversé par le lien social et par un message de solidarité et de justice sociale.

En second lieu, une demande forte de **proximité**. 11% des contributions du corpus 1 expriment un besoin de relocalisation de la majorité des activités économiques et sociales :

- > La production : relocaliser les industries en France, soutenir les PME, petits producteurs et artisans, développer une agriculture de proximité ;
- > La consommation : développer les circuits courts et les commerces de proximité ;
- > Les services publics : lutter contre les déserts médicaux, rapprocher les services publics du citoyen ;
- > Le pouvoir politique : reprendre le mouvement de décentralisation contre le jacobinisme, redonner du pouvoir et de l'autonomie aux régions et aux communes ;

En somme, la proximité est une valeur exprimant le souhait du local à de multiples niveaux de la vie collective (production, consommation, services publics et décentralisation), à la fois pour réaliser la transition écologique, économiser davantage l'énergie, optimiser les transports et renouer des liens de proximité et d'utilité au sein des territoires.

Enfin, une troisième valeur qui aspire à une plus forte **responsabilité** : 7% des contributions du corpus 1 expriment le souhait d'un renforcement de la responsabilité individuelle et collective, qui s'exprime à 3 niveaux :

- > En tant que consommateur : prendre conscience des enjeux écologiques, apprendre à modifier ses modes de vie, moins consommer, consommer responsable (c'est-à-dire local et durable), trier ses déchets, réparer ses objets, réduire ses déplacements, professionnels comme personnels (tourisme) ;
- > En tant que travailleur : intégrer le télétravail, réfléchir au sens et à l'utilité sociale de son engagement professionnel, réclamer la reconnaissance des métiers essentiels au fonctionnement de la société, s'investir dans le bénévolat et les activités associatives ;
- > En tant que citoyen : mieux respecter les règles (notamment dans le cadre d'une pandémie avec les gestes barrières), préférer la responsabilité individuelle à l'Etat protecteur (référence faite à l'imposition des règles de confinement), faire valoir un impératif de solidarité, de justice sociale et d'égalité (réduction des inégalités, partage des richesses, réinvestissement dans l'éducation et la formation, soutien et accompagnement des plus fragiles), s'impliquer dans la prise de décision politique grâce à une démocratie plus participative et à l'intelligence collective.

En somme, la responsabilité révèle le souhait d'un monde adulte, qui refuse l'égoïsme et l'individualisme, et qui réinvestit le sens du bien commun et de l'intérêt général.

Au travers de ces 3 valeurs – **humanité, proximité, responsabilité** - les citoyens des consultations post-Covid 19 imaginent un monde d'après dans lequel ils sont prêts à s'investir de manière proactive pour y prendre leur juste part, là où lors du Grand Débat National, ils appelaient de leurs vœux l'aide de la puissance publique.

Pour rappel, les trois valeurs cardinales mises en avant par les contributions libres du Grand Débat National étaient déjà : la **solidarité**, la **proximité** et la **citoyenneté**. La valeur humanité intégrant la solidarité, la valeur responsabilité intégrant la citoyenneté, la crise du Covid-19 ne fait donc que confirmer et renforcer ce triptyque du GDN en lui donnant plus de corps et de cohérence d'ensemble.

3.2.2 Analyse croisée avec la Convention Citoyenne pour le Climat

La Convention Citoyenne pour le Climat (CCC) a fait émerger 149 propositions répondant à 42 objectifs autour de 5 thématiques : consommer, produire et travailler, se déplacer, se loger et se nourrir.

Il est particulièrement instructif de voir dans quelle proportion **l'expression des propositions citoyennes du corpus 1 recouvrent et rejoignent les résultats de la CCC.**

Dans la mesure où les 149 propositions de la CCC ont été exprimées avec un degré de précision et d'opérationnalisation plus élevé que celui caractérisant les 288 propositions citoyennes du corpus 1, nous avons comparé les 42 objectifs CCC (plus génériques et moins techniques que les propositions en tant que telles) avec les 288 propositions du Corpus 1. Ce comparatif a fait apparaître **un recouvrement important entre les résultats des consultations liées au Covid-19 et ceux de la CCC** : 29 objectifs CCC sur un total de 42 se retrouvent dans les propositions du Corpus 1.

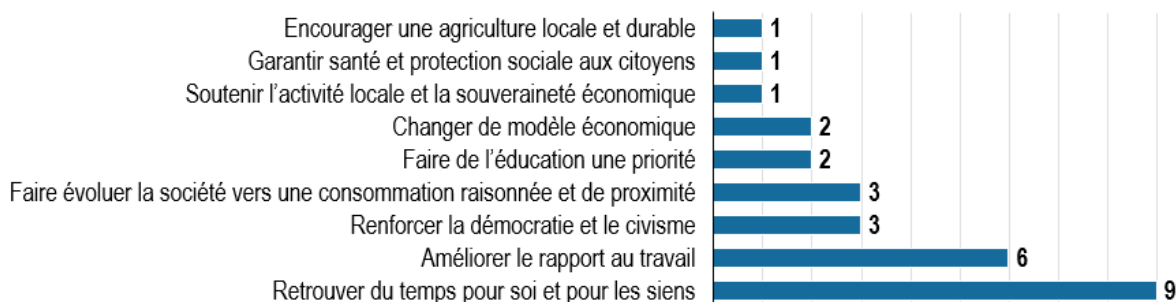
Cela signifie que près de 70% des objectifs de la Convention Citoyenne pour le Climat apparaissent dans les propositions exprimées spontanément par les citoyens dans les 12 consultations post-Covid-19. Ce constat traduit le **niveau d'adhésion implicite des citoyens aux recommandations des 150 citoyens tirés au sort lors de la Convention Citoyenne.**

A contrario, le **concept d'écocide, les problématiques liées à la PAC, l'évolution des clauses des marchés publics, les questions d'information consommateurs, l'autoproduction d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre dans certains contextes de mobilité** – objectifs de la CCC qui ne se sont pas spontanément exprimés dans les 12 consultations - semblent être des sujets sur lesquels les citoyens sont moins conscientisés ou dont ils se sentent plus éloignés.

3.2.3 Analyse d'écarts avec le Grand Débat National (GDN)

Lorsqu'on compare le corpus 1 (288 propositions) avec celui du Grand Débat National (671 propositions), on voit apparaître 28 propositions qui n'étaient pas spontanément exprimées dans les contributions libres du Grand Débat. Ces 28 propositions se répartissent dans 9 des 14 enjeux du corpus 1 de la manière suivante :

Analyse d'écarts avec le Grand Débat National (GDN)



C'est donc principalement autour de 2 grands enjeux supplémentaires que se joue la différence : retrouver du temps pour soi et pour les siens (avec des propositions telles que réduire le temps passé devant les écrans, passer du temps avec des amis, changer de lieu de vie, etc.) et améliorer le rapport au travail (avec des propositions telles que développer le télétravail, trouver un meilleur équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle, changer le rythme de travail, etc.). Ce sont clairement les 2 nouvelles dimensions clés du champ d'expression des citoyens par rapport au Grand Débat National.

3.3 Analyse des 6 enjeux principaux

Les 6 enjeux issus des 12 consultations les plus riches en propositions font l'objet d'une analyse détaillée ci-dessous.

3.3.1 Enjeu « Accélérer la transition écologique »

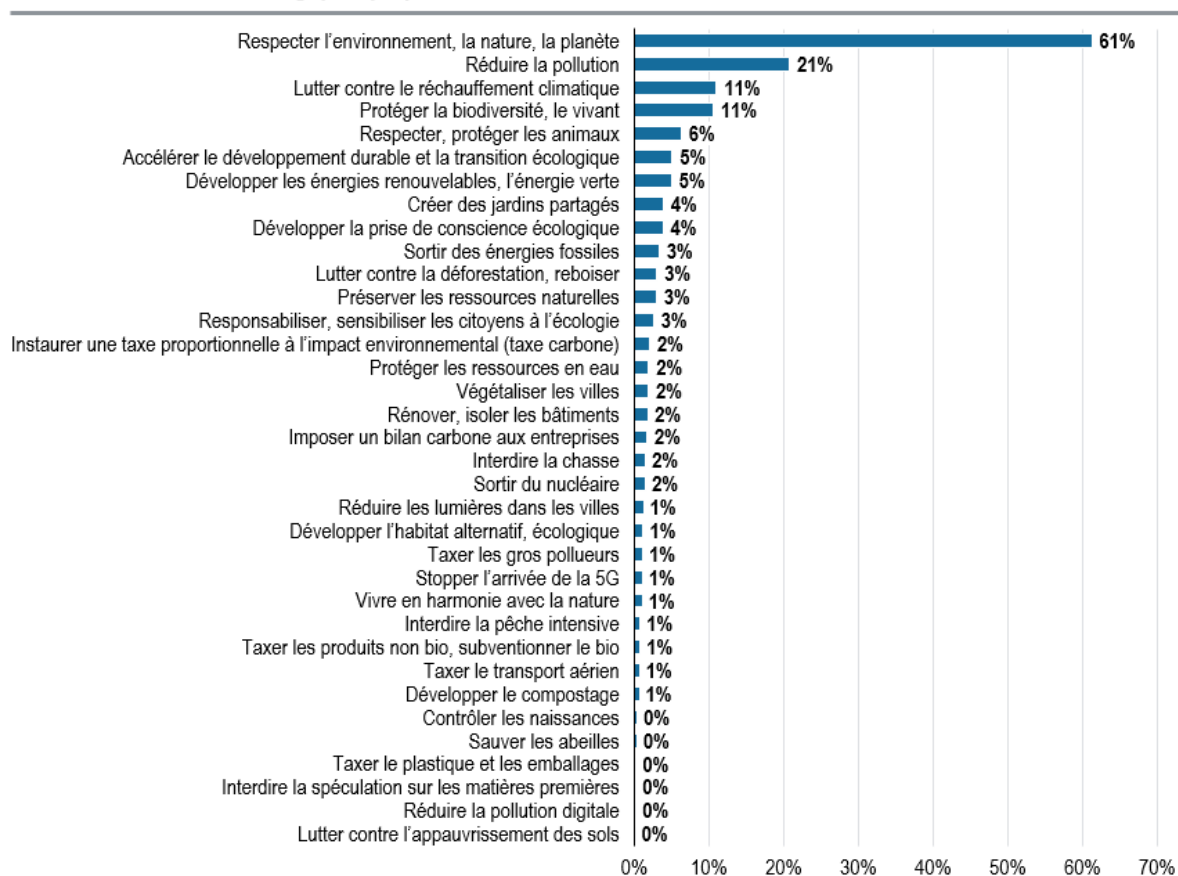
Les citoyens expriment un impératif environnemental sans ambiguïté. Cette priorité traverse la moitié des enjeux identifiés dans l'ensemble du corpus.

L'écologie est donc partout, même si l'expression citoyenne peut paraître parfois aspirationnelle (respecter l'environnement, la nature, la planète, protéger la biodiversité, etc.).

Des propositions plus opérationnelles émergent toutefois sur un large éventail de thématiques (créer des jardins partagés, réduire les lumières dans les villes, végétaliser les villes, rénover/isoler les bâtiments).

On notera que la récurrence du thème environnemental dans les consultations post-Covid-19 semble manifester le lien fait par les citoyens entre crise sanitaire et écologie.

Accélérer la transition écologique : propositions



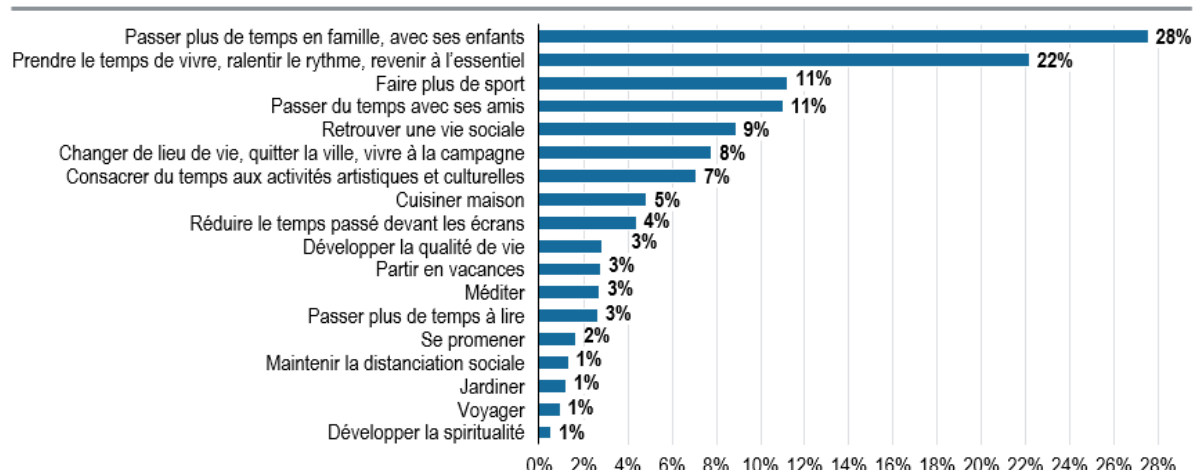
3.3.2 Enjeu « Retrouver du temps pour soi et les siens »

Un fil directeur relie les principales propositions citoyennes relatives à cet enjeu : la décélération. Ralentissement des rythmes, redécouverte d'un temps de qualité avec ses proches, il semble que la décélération se soit substituée à la décroissance dans les priorités exprimées.

Différence majeure par rapport au Grand Débat National, le changement de lieu de vie devient un sujet de préoccupation clé (et un objet politique), avec en filigrane les impacts potentiels sur l'aménagement du territoire (ce dont témoignent les propositions - classées dans d'autres enjeux - liées au télétravail, à la mobilité, à la désurbanisation, etc.).

Enfin, c'est autour d'une vie saine (sport, cuisiner maison, méditation, lecture, marche, etc.), une forme d'hédonisme doux, que les citoyens font converger leurs attentes.

Retrouver du temps pour soi et pour les siens : propositions



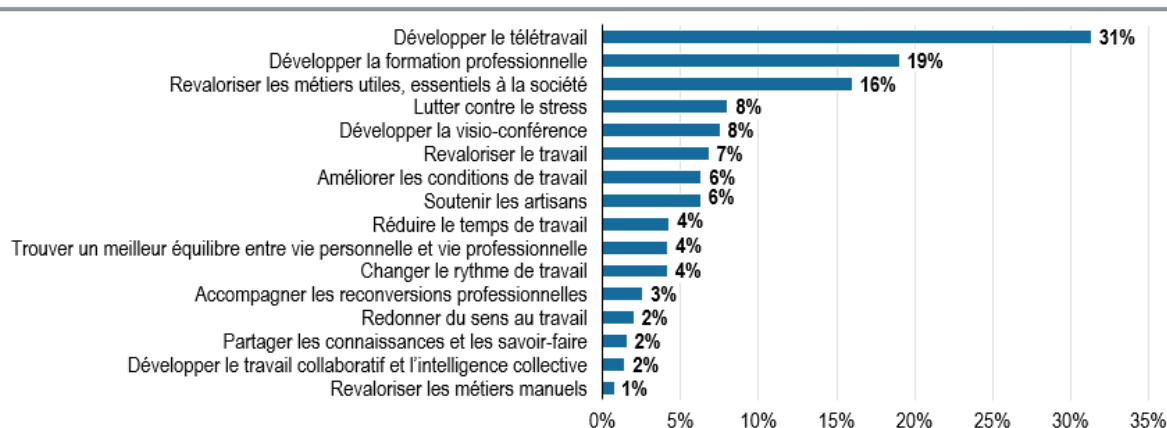
3.3.3 Enjeu « Améliorer le rapport au travail »

La demande de développement du télétravail est une conséquence directe de la crise du Covid-19. Les répondants souhaitent repenser l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et en faciliter la mise en œuvre grâce à la visio-conférence et à la réduction du temps de travail.

Le rapport au travail lui-même est appelé à évoluer selon deux dimensions : une conception plus « douce » du travail doit s'incarner du fait de conditions matérielles et psychologiques améliorées (lutter contre le stress, améliorer les conditions de travail). Les citoyens souhaitent par ailleurs que certaines professions soient mieux valorisées au regard de leur utilité sociale.

Enfin, les participants convergent sur l'importance de la formation (initiale et tout au long de la vie). Invariant structurel des préoccupations citoyennes (déjà observé dans le Grand Débat), le besoin de formation professionnelle précédait la crise du Covid-19, laquelle ne fait que confirmer sa prégnance.

Améliorer le rapport au travail : propositions



3.3.4 Enjeu « Faire évoluer la société vers une consommation raisonnée et de proximité »

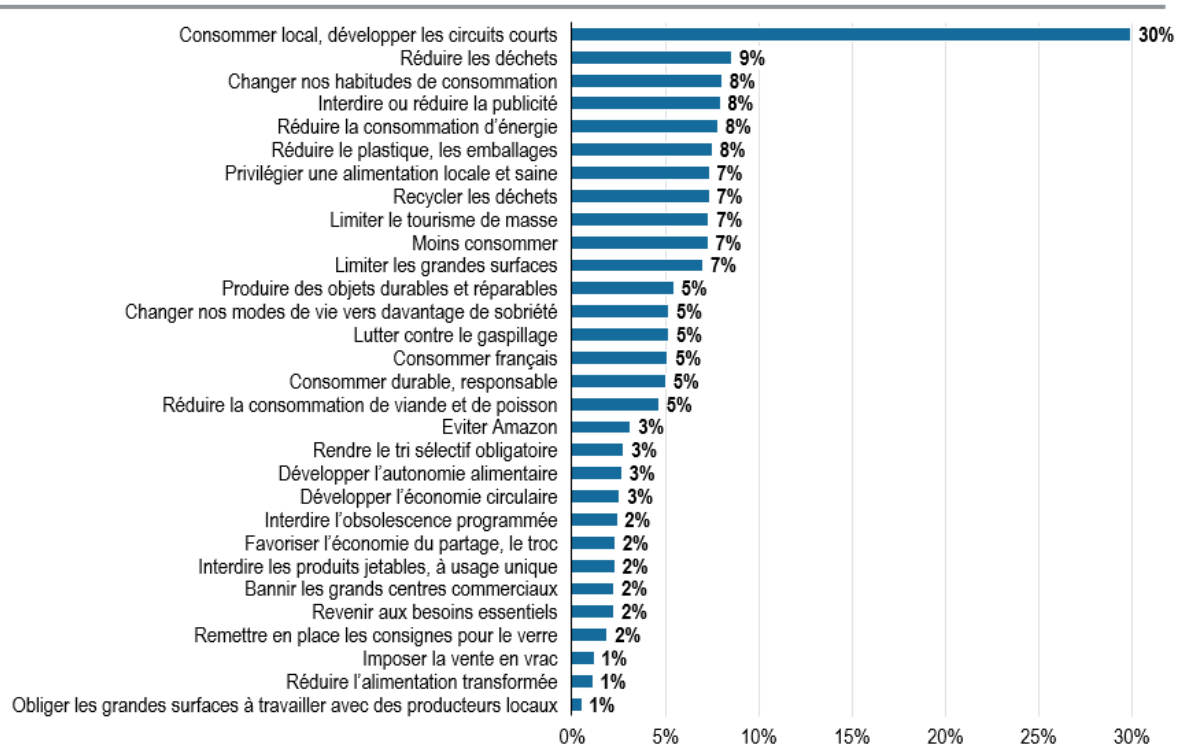
Des modes de consommation favorisant productions locales et circuits courts sont plébiscités, gages de qualité et de sécurité sanitaire ou alimentaire. Les citoyens évoquent la nécessité de limiter notre dépendance à certaines importations.

D'autre part, la valorisation de la sobriété passe par une économie circulaire (réduire le plastique et les emballages, recycler les déchets) qui se structure notamment autour du recyclage.

Réussir ce changement de paradigme est conditionné par une nécessaire évolution des comportements individuels (réduire la consommation d'énergie, changer nos habitudes de consommation, moins

consommer) et par la responsabilisation des producteurs et distributeurs (réduire la publicité, limiter les grandes surfaces).

Faire évoluer la société vers une consommation raisonnée et de proximité : propositions



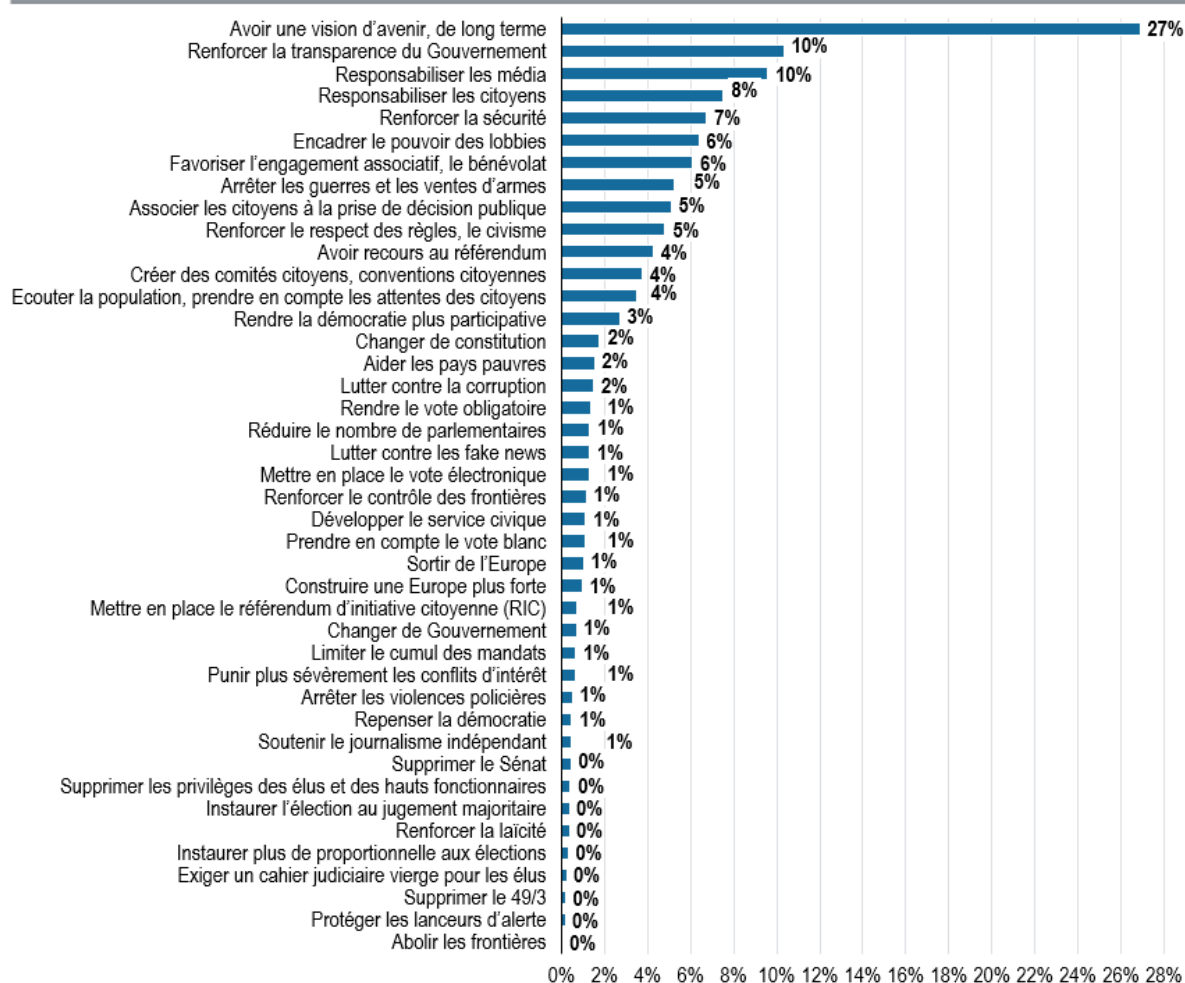
3.3.5 Enjeu « Renforcer la démocratie et le civisme »

La capacité du gouvernement à assurer la transparence de ses décisions constitue le prérequis de la confiance citoyenne envers l'exécutif.

Les citoyens accordent principalement leur confiance aux territoires et à leurs représentants élus : la proximité est donc aujourd'hui très fortement valorisée.

Les décisions locales et nationales doivent désormais s'appuyer sur des pratiques innovantes de concertation (participer à des comités citoyens ou des conventions citoyennes, rendre la démocratie plus participative) avec des répondants qui exigent d'être parties prenantes des décisions qui les concernent.

Renforcer la démocratie et le civisme : propositions



3.3.6 Enjeu « Garantir santé et protection sociale aux citoyens »

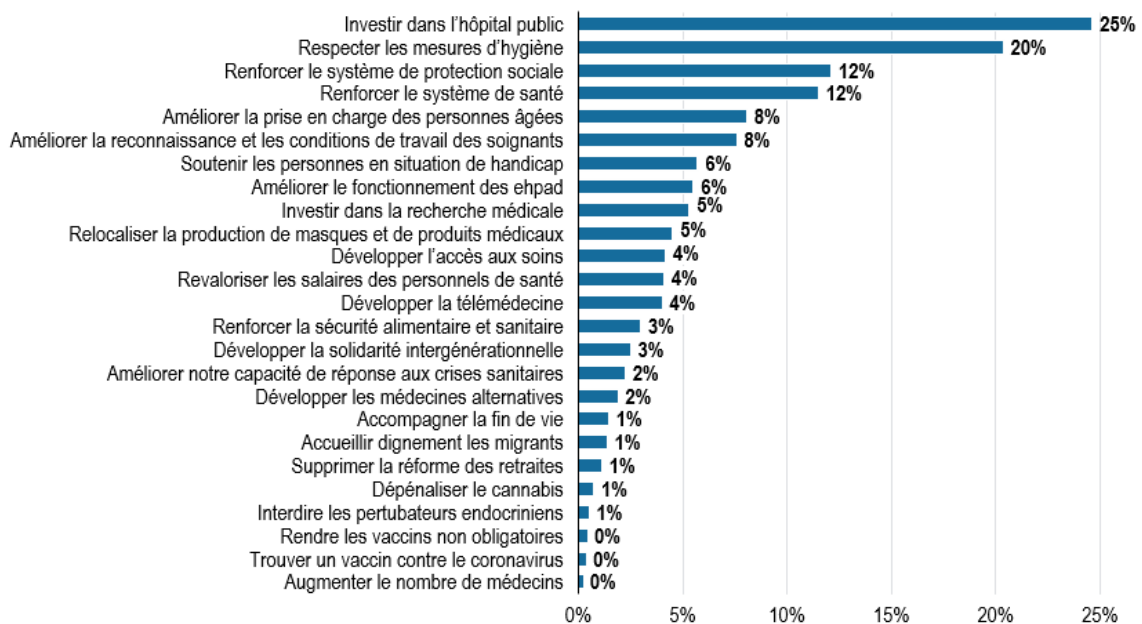
Indissociables du contexte de la crise sanitaire, l'investissement dans l'hôpital public et le respect des mesures d'hygiène sont sans surprise les propositions qui s'expriment le plus fréquemment.

Face à l'épreuve partagée, les citoyens consultés ont considérablement diversifié la panoplie de propositions par rapport à ce qui s'était exprimé sur l'enjeu Santé lors du Grand Débat National (une seule proposition récurrente strictement liée à l'hôpital dans les contributions libres individuelles du GDN - "revaloriser les salaires des infirmières et des aides-soignants" - contre 10 propositions concernant le corps médical dans le corpus 1 ci-contre).

Dans l'ensemble, les participants ont exprimé une alternance de propositions aspirationnelles et génériques (renforcer le système de protection sociale et de santé, investir dans la recherche médicale, etc.) et de propositions plus opérationnelles et spécifiques (relocaliser la production de masques, développer la télémédecine, etc.).

Enfin, à la thèse d'une crise intergénérationnelle face au Covid-19 (sacrifice des "jeunes"), les citoyens répondent par une série de propositions favorisant la protection de nos aînés (meilleure prise en charge, fonctionnement des Ehpad, accompagnement de la fin de vie, etc.).

Garantir santé et protection sociale aux citoyens : propositions



4. Considérations méthodologiques

4.1 Méthode de synthèse des données

Le corpus est constitué de 12 jeux de données distincts (1 par consultation). Ces jeux de données correspondent à des verbatim citoyens (associés à des votes dans 2 consultations seulement), qui nécessitent une architecture d'organisation de l'expression collective. Cette architecture prend la forme d'une *arborescence*, qui s'étage de l'objet le plus particulier à l'objet le plus générique. Il s'agissait donc d'établir l'architecture la plus fidèle, la plus intelligible et la plus "mutuellement exclusive / collectivement exhaustive" possible.

Nous avons analysé l'ensemble du corpus 1 selon une méthode de synthèse des contributions citoyennes qui se déroule en 4 étapes :

4.1.1 Exploration du corpus et identification d'idées partagées par cartographie lexicale

Le contenu des 12 consultations est exploré via des cartes lexicales permettant de regrouper des termes en proximité de sens et en co-occurrences (c'est à dire rencontrés fréquemment ensemble dans une même contribution). Ces regroupements sémantiques (également dénommés « clusters ») forment les principales unités de sens (idées partagées) des différents corpus. La méthode exploite le vocabulaire réel utilisé par les gens, sans en préempter le sens. Contrairement à des approches sémantiques classiques, elle ne s'appuie pas sur des dictionnaires prédéfinis qui décident du sens des mots ou des expressions a priori. C'est au travers de son analyse de la carte lexicale que l'opérateur humain attribue le sens au regroupement (« cluster »), en vérifiant les verbatim sous-jacents. Cette approche permet de découvrir des mots ou des expressions spécifiques au corpus et donc de respecter leur signification dans le contexte de la consultation.

4.1.2 Organisation des idées partagées dans un langage commun

Les unités de sens (clusters) traduisent le plus souvent un souhait, une revendication, une recommandation, une préoccupation ou un enjeu exprimé par le citoyen. Nous avons catégorisé en priorité les verbatim qui exprimaient une "proposition" (de politique ou d'action publique, de réforme, d'orientation de l'Etat, etc.). C'est donc à partir des formulations citoyennes de ces propositions que l'on a bâti le référentiel (l'architecture de référence) du corpus 1. La proposition a été alors « titrée » en

reprenant les termes d'origine - la parole citoyenne effectivement exprimée - sans interprétation de notre part.

Les **propositions** ayant émergé des corpus ont ensuite été regroupées autour de grands **enjeux** perçus par les citoyens. L'enjeu représente une problématique générale (politique, sociétale) sans préciser les moyens pour y répondre ; a contrario, la proposition représente une solution ou un moyen possible pour répondre à l'enjeu identifié. Le regroupement des propositions en enjeux a été fait par analyse humaine en respectant strictement le vocabulaire utilisé dans les propositions, lequel reflétait déjà les verbatim d'origine des citoyens. Il y a donc très peu de risque de dénaturation de l'esprit des propositions citoyennes dans la manière de formuler l'enjeu.

On obtient ainsi une arborescence (ou pyramide) constituée de 288 propositions citoyennes structurées autour de 15 enjeux. La maille des enjeux permet également de respecter la diversité d'expression des citoyens : certains contributeurs mentionnent en effet spontanément une "proposition" (de type "solution") alors que d'autres préfèrent formuler une "préoccupation" plus générale, sans lui associer nécessairement de proposition prédéfinie. Le résultat final a fait ainsi émerger une arborescence à 2 niveaux, dont la structure est jugée équilibrée.

4.1.3 Indexation des verbatim sur le langage commun par lexicalisation

Une fois l'arborescence stabilisée, la méthode consiste à **lexicaliser** chacune des propositions : il s'agit d'identifier le maximum de synonymes, d'expressions et de co-occurrences généralement utilisés pour exprimer l'idée sous-jacente de la proposition (par exemple : pour « revaloriser les métiers essentiels », les termes suivants sont lexicalisés : première ligne, deuxième ligne, infirmières, aides-soignants, caissiers, livreurs, etc.). Tous les verbatim traduisant la même proposition et utilisant ce lexique spécifique sont alors **indexés (catégorisés)** sur cette proposition.

Plusieurs boucles de rétroaction ont permis de valider la pertinence de l'indexation, avec vérifications manuelles à chaque fois. Notamment, les « queues d'indexation » (verbatim plus flous ou plus hétérogènes dans leur formulation, avec par exemple plusieurs idées mentionnées) ont été testées par recours à un échantillonnage aléatoire : des listes de verbatim indexés sur une proposition avec un plus faible taux de pertinence du fait de la diversité des termes employés ont été vérifiées à la main afin de valider ou d'invalidier l'indexation automatique. En cas d'invalidation, le verbatim incorrectement indexé a été réintégré dans un « batch » de données à retraiter.

4.1.4 Cartographie des propositions sous la forme d'arbres de connaissance

En dernière étape, les propositions ont fait l'objet d'une analyse de corrélation (partage et différenciation) : il s'agit de croiser les verbatim de chaque citoyen exprimant plusieurs propositions afin de faire ressortir les consensus et les clivages. Cette représentation en 2 dimensions d'un univers à n dimensions (toutes les contributions citoyennes sont croisées entre elles) prend la forme d'un arbre de connaissance qui permet de mettre en valeur à la fois les propositions les plus partagées (consensus relatif dans le tronc de l'arbre), les propositions différenciantes (segment d'opinion dans les branches de l'arbre) ou les propositions spécifiques (idées uniques dans les feuilles de l'arbre).

L'approche des arbres de connaissances cherche à rendre visible toute la diversité de l'expression en indiquant la répartition des groupes d'opinions parmi les citoyens. Contrairement à de nombreuses synthèses qui aplanissent les résultats en se concentrant sur quelques propositions majeures (top 10, etc.), cette visualisation unique respecte une cartographie complète des préférences des différents groupes d'opinion.

L'ensemble de ce processus méthodologique en 4 étapes ne relève pas de l'intelligence artificielle, mais d'une analyse lexicologique statistique alimentée par l'analyse humaine. Cela signifie que la technologie ne décide jamais seule : à chaque étape se produit une interaction entre l'homme et la machine, la technologie permettant de gagner du temps (traitement du volume) et d'identifier des « patterns » (répétition et corrélation de mots, d'expressions, de propositions). Mais le processus n'est pas sous-traité à l'algorithme sans une intervention humaine, et les résultats des choix algorithmiques sont transparents et explicables.

La méthode et la technologie associée ont été créées par 3 chercheurs en sciences humaines : Michel Authier, Michel Serres et Pierre Lévy (invention des Arbres de Connaissances en 1991).

4.1.5 Pondération des enjeux et propositions dans les histogrammes

L'analyse a fait émerger 15 enjeux. Ceux-ci sont présentés dans les histogrammes en % selon le ratio "nombre de contributions indexées par enjeu" / "nombre de contributions total du corpus 1". **Ce 1er indicateur indique la part de chaque enjeu dans le corpus 1.**

Les 288 propositions, réparties par enjeu, sont présentées dans les histogrammes en % des différentes propositions selon le ratio "nombre de contributions indexées par proposition" / "nombre de contributions indexées par enjeu". **Ce 2e indicateur indique la part de chaque proposition dans l'enjeu (et non sur l'ensemble du corpus).**

4.2 Avantages et limites méthodologiques du corpus

Le premier (et principal) avantage lié au rapprochement des 12 jeux de données est lié tout d'abord au volume de contributions citoyennes ainsi réunies. Celui-ci s'élève au total à **76 215 contributions citoyennes textuelles (verbatim)**. Il s'agit donc d'une taille critique tout à fait significative pour refléter la richesse et la diversité de la parole citoyenne.

Le second avantage concerne la diversité des modes d'expression : un unique mode consultatif aurait fait porter le risque d'une focalisation trop exclusive sur une catégorie de la population plus sensible que les autres à ce mode consultatif spécifique. La variété des modalités consultatives aura permis au contraire de diversifier les publics, certains étant davantage disposés à un format de type enquête ouverte (ex : Notre Nouvelle Vie), d'autres à un format de type dépôt de propositions (ex : Le jour d'après), d'autres encore à un format de type atelier d'écriture (ex : Futurs proches). On atteint donc une « représentativité » (non statistique) légèrement supérieure à celle que produirait un mono-format.

En revanche, l'inconvénient principal du rapprochement des 12 corpus réside dans la cohabitation de verbatim qui se sont exprimés dans des contextes distincts (« *the medium is the message* »), même si tous ont relevé d'une rédaction textuelle. Il est ainsi logique de voir apparaître quelques biais d'ancrage liés à des questionnements spécifiques dans le cas des enquêtes ouvertes : si, par exemple, la question du télé-enseignement est posée dans l'enquête, l'enjeu du télé-enseignement va nécessairement ressortir au sein du corpus consolidé, alors qu'il ne se serait peut-être pas exprimé spontanément dans un contexte non assisté. Dans la mesure toutefois où les enquêtes ont toutes été initiées pendant la crise sanitaire du Covid-19, elles ont toutes porté sur des thèmes compatibles avec le sujet général du monde de demain.

Enfin, il nous faut porter une attention particulière à la juxtaposition de consultations dont les contenus textuels sont « auto-portants » (ils peuvent être compris indépendamment de la plateforme utilisée lors de la consultation) et de consultations dont les contenus textuels sont liés à une question ou à une consigne particulière. Dans ce dernier cas, la réponse brute (verbatim) ne répète pas les termes de la question posée : son analyse contextuelle devient impossible (à quoi faisait précisément référence le répondant ?). Ces réponses ont systématiquement été écartées des corpus analysés.

Afin de caractériser les corpus et de mettre l'accent sur leurs spécificités, une grille d'analyse, constituée de différents axes clés, est présentée ci-dessous. Chaque axe est pondéré en fonction de l'ambition du corpus.

Les axes clés sont définis de la manière suivante :

- > **volume** : niveau de pénétration de la population française ;

Avantages et limites de la méthodologie

	AXE CLES	EVALUATION	COMMENTAIRES
Répondants	Volume		> Volume jugé significatif (75 000 contributions)
	Représentativité		> Enquête : pas de méthode des quotas sauf une enquête > Enquête Notre Nouvelle Vie : représentativité jugée ¼ (public TF1) > Civocracy : représentativité jugée 2/4 (pas de CSP-) > Decidim : représentativité jugée 2/4 (consultation portée par des parlementaires LREM) > Co-écriture : NA > Pas de redressement statistique par les différentes plateformes
	Accessibilité		> Enquête Notre Nouvelle Vie (format Google Form) : accessibilité jugée 3/4 > Civocracy et Decidim : accessibilité jugée 2/4
	Contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)		> Pas de méthode de protection permettant d'éviter la participation massive de groupes lors des consultations ou des enquêtes (ce qui ne s'est pas produit) > Co-écriture : NA > Analyse Cognito permettant d' identifier sémantiquement toute tentative de trolling , donc faiblesse corrigée par le traitement de l'information ex post
Analyse Contributions	Ouverture à toute proposition		> Enquêtes : ouvertes à tous par nature mais avec pré-orientation des questions > Civocracy : ouverture à toute proposition mais avec approche thématisée (induisant donc une auto-sélection des propositions)
	Homogénéité d'exposition des propositions		> Enquêtes : ouvertes à toutes les propositions par nature mais avec pré-orientation des questions > Civocracy et Decidim : ouverture à toute proposition mais avec approche thématisée (induisant donc une auto-sélection des propositions) > Co-écriture : ouverture à toutes les propositions dans un cadre thématique
	Possibilité de nuance et de développement		> Enquêtes : en général, pas de limitation de caractère sauf certaines questions sur Notre Nouvelle Vie limitées à 250 caractères maximum. > Civocracy et Decidim : pas de limitation > Co-écriture : pas de limitation > Toutes les plateformes permettaient l'expression libre
	Regroupement thématique des propositions		> Analyse Cognito fondée sur le regroupement en clusters
	Contradictoire interne		> Contradictoire interne fort entre Bluenove et Cognito
	Open-source / Open-data		> Résultats et données : open data > Code : logiciel Cognito propriétaire mais toutes les analyses sont auditable



Faiblesse



Force

- > **représentativité** : niveau de représentativité de la collecte par rapport au public représenté. Un fort niveau de représentativité est assuré par le ciblage de publics divers et représentant du public ainsi que par des méthodes de redressement statistique de l'échantillon ;
- > **accessibilité** : accessibilité aux personnes en situation de handicap ;
- > **contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)** : méthode de protection permettant d'éviter la participation massive de groupes de pression venant biaiser les résultats de la consultation ;
- > **ouverture à toute proposition** : source des propositions selon qu'elles sont sélectionnées en amont et proposées au vote au public ou qu'elles sont ouvertes à la contribution de chacun, quel que soit son statut ;
- > **homogénéité d'exposition des propositions** : algorithme de mise en avant des propositions permettant de laisser une chance similaire à chaque contribution d'être exposée au public ;
- > **possibilité de nuance et de développement** : richesse et profondeur des contributions citoyennes permises par le système de collecte (pas de limitation des caractères, système d'expression libre...) ;
- > **regroupement thématique des propositions** : regroupement des propositions en *cluster* facilitant l'interprétation des tendances fortes (dans le cas de "Make.org", cela permet l'identification des consensus et des clivages : discrimination des propositions consensuelles, des propositions controversées et des propositions repoussoirs par l'utilisation des votes des citoyens) ;

- > **contradictoire interne** : intégration de points de vue différents dans l'analyse ;
- > **open-source et open-data** : libre accès du code de la plateforme et mise à disposition de la totalité des données de la consultation au grand public.

4.3 Tableau synoptique des consultations constitutives du corpus 1

	CIVOCRACY	ENGAGE	ET APRES	MA VOIX PORTE	NOTRE NOUVELLE VIE (TF1)	NOS NOUVELLES VIES (RTL) (Questions Ouvertes)	NOS NOUVELLES VIES (RTL) (BrightMirror)	LE JOUR D'APRES	TOGUNA	FUTURS PROCHES
Nom de la plateforme de collecte	Civocracy	Civocracy	Et Après	Ma Voix Porte	NOTRE NOUVELLE VIE (TF1)	NOS NOUVELLES VIES (RTL)	Récits d'aujourd'hui	Le Jour d'Après	toguna	futurs proches
Nom de l'organisation		ENGAGE	Et Après	Ma Voix Porte	Bluenove	Bluenove	Bluenove	/	Brainlinks	-
Partenaires éventuels	Engage, Lets Food City, Ginger Blue, Quroum	Civocracy	Soon Soon Soon (média dédié à l'innovation et aux usages futurs)	Blendi, société de panels et sondages	TF1, LCI, Sciences Po	RTL	RTL	Assemblée nationale (groupe de parlementaire)	NA	-
Date de lancement de la plateforme		05/05/2020	23/03/2020	30/04/20	Avril	Avril	31/03/2020	04/04/2020	31/03/2020	31-janv-20
Ambition et objectifs de la concertation	Consultation indépendante et ascendante pour recueillir l'opinion et les idées de nos utilisateurs français autour du monde d'après	Permettre au plus grand nombre de s'emparer des enjeux soulevés par le Défi Biodiversité et contribuer à la dimension citoyenne du Défi. L'objectif était faire émerger des idées autour de la problématique "Replacer l'économie au service du vivant" pour nourrir la partie Corporate du Défi Biodiversité.	La crise du Covid19 et le confinement auxquels nous avons tous été confrontés ont suscité de profonds questionnements. C'était aussi un temps imposé pour remettre en question les grands piliers qui composent nos vies : rapport au travail, aux médias, à la consommation, aux autres, au monde, à nous... Des rapports qui sont bouleversés et un système tout entier qui est questionné. Et après ? a eu pour ambition d'utiliser ce temps précieux pour permettre à la communauté de se poser les bonnes questions à travers un sondage.	Obtenir une vision claire et représentative du type d'activités économiques que les français veulent et ne veulent plus pour le monde d'après	La crise sanitaire a bouleversé notre quotidien : travail, vie sociale, éducation... Toutes les cartes sont rebattues. Depuis le début du confinement, de nombreuses mesures ont également restreint temporairement nos activités et nos libertés individuelles, nous obligeant à réduire et optimiser notre temps passé à l'extérieur. Bien que chacun d'entre nous vive cette période de manière différente, nous partageons tous des inquiétudes mais aussi des espoirs quant aux conséquences sociales, économiques et démocratiques de la crise actuelle. C'est pour cette raison que Bluenove lance, en partenariat avec le groupe TF1, Sciences Po et avec l'appui de Cognito, une consultation citoyenne pour témoigner, débattre et inventer ensemble notre nouvelle vie ! Et parce que nous avons à cœur d'incarner la diversité des vécus et des opinions, nous inviterons certains d'entre vous à témoigner et à débattre en direct sur TF1 et LCI, ainsi qu'à un grand événement de restitution de la démarche.	Bien que chacun d'entre nous vive cette période de manière différente, nous partageons tous des inquiétudes mais aussi des espoirs quant aux conséquences sociales, économiques et démocratiques de la crise actuelle. C'est pour cette raison que Bluenove, en partenariat avec RTL, lance une consultation citoyenne pour témoigner et inventer ensemble nos nouvelles vies !	Bienvenue à vous ! La situation que nous traversons collectivement est sans précédent. Vie sociale, travail, éducation... toutes les cartes sont rebattues. Si nous sommes physiquement confinés, notre imaginaire et notre créativité n'en restent pas moins libres. C'est l'occasion de raconter nos nouvelles vies ! Nous vous proposons de participer à une collecte de témoignages à l'échelle nationale en décrivant votre expérience de ce moment historique, en quelques mots ou plus longuement, sous le format qui vous plaira (texte, dessin, vidéo, fichier audio...). Racontez votre présent (défis, solutions), imaginez votre futur (craintes, espoirs)...partagez vos histoires !	Le jour d'après est une plateforme de consultation et d'action qui offre la possibilité à chacun de faire part de ses réflexions, partager des initiatives qui fonctionnent et des propositions concrètes pour bâtir le monde de l'après-crise. La pandémie du Covid-19 et ses conséquences a mis en lumière les défaillances de nos sociétés et nous obligent à mettre en question notre modèle de société. L'horizon de cette plateforme ouverte à tous est de préparer les conditions nécessaires à la résolution des grands défis de demain. C'est le moyen de mettre à profit notre temps de confinement et imaginer un nouveau vivre-ensemble.	Questionnaire Latour "imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise"	Convincus qu'il nous faut créer des futurs positifs et alternatifs en écho aux dérèglements que traversent nos civilisations, futurs proches est un projet citoyen qui explore des futurs désirables à travers l'écriture de micro-récits positifs, imaginés collectivement et ancrés localement.
Type de contributions collectée	Plusieurs types de modules : questionnaires avec questions fermées, boîte à idées avec texte libre et vote, module discussion avec texte libre et vote.	Question ouverte ET dialogue ET texte libre	Questions ouvertes et questions fermées	Vote sur des questions fermées + champs libres pour proposer d'autres idées	Dialogue, Questions ouvertes, Texte libre	Questions ouvertes	Texte libre	Contribution autour de 11 thème + 1 thème libre + des ateliers + un hackathon	Ouverte / commentaires / votes	Textes libres imaginés lors des sessions collaboratives. Ecrits à plusieurs mains. Il s'agit de récits imaginaires, parfois réalistes, parfois utopiques, mais toujours désirables, qui permettent d'identifier des attentes et des visions du futurs de nos concitoyens.
Outil technologique utilisé	plateforme Civocracy - SaaS	Plateforme Civocracy	TYPEFORM - Il est disponible ici : https://charlotte623.typeform.com/to/fQkxoi Instagram : https://www.instagram.com/etapres.co/ Site internet : https://www.etapres.co/prendreconscience Linkedin : https://www.linkedin.com/company/43282262	Questionnaire en ligne - plateforme fournie par Blendi	Assemblé : - Module Fil de discussion, - Module Bright Mirror.	ASSEMBL FLASH	Assemblé - Module BrightMirror	Decidim (logiciel libre)	application mobile	Framapad
Description de la campagne de mobilisation mise en œuvre (canaux de diffusion, incitatifs éventuels)	Notification par mail à nos 15K utilisateurs français - Diffusions sans pubs sur les réseaux sociaux (twitter, LinkedIn, FB)	Consultation "Replacer l'économie au service du vivant" dans le cadre du Défi Biodiversité by ENGAGE, sur la plateforme Civocracy, sur la page Construisons Demain. Les résultats seront utilisés pour nourrir la partie Corporate du Défi Biodiversité d'ENGAGE.		L'étude a été réalisée sur les panels opérés par la société Blendi. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1702 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	- Réseaux sociaux - Annonces au Journal télévisé de TF1	Messages radios, pas d'incitatifs	Messages radios, pas d'incitatifs	Réseaux sociaux / réseaux députés / presse	Aucune communication en dehors de apresmaintenant.org	Réseaux sociaux
En cas de vote : quel processus de sélection des propositions soumises au vote	Premier : plus récent, Deuxième : jamais vu auparavant, troisième : plus voté.	Idees sélectionnées par l'animateur de la discussion en fonction de leur pertinence quant au cadre posé de la	Pas de vote mais une restitution globale des résultats : https://73e48cca-b221-4198-bb73-	Les questions soumises au vote sont librement inspirées du questionnaire de Bruno Latour. Elles ont été réalisées par	NA	NA	NA	/	Ordonnées par consensus OU Ordonnées par nombre de votes décroissants, recherche plein texte au choix de l'utilisateur	-
#Participants	648	57	1 722	1702	5585	622	72	17622	118	60
#Contributions Déposées	868	40	773	180412	61 799	9376	105	8686	29	15 récits
#Vote (si votes)	8445		1702		NA	NA	NA	113635	613	-
#Questions Ouvertes Posées (si Questions Ouvertes)	7	4	5	5	61	7	NA	/	4	-
#Questions Fermées ou QCM Posées (Si Questions fermées)	14		8	101	5	0	0	/	NA	-
Catégories Statistiques utilisées	Genre, âge, nombre d'enfants, lieu de résidence, statut travailleur	CSP	78.7% de femmes 39.4% Entre 25 et 34 ans 30.4% Entre 35 et 49 ans 14% Entre 50 et 64 ans	<u>CSP, genre, commune, âge, sensibilité politique</u> https://mavoixporte.org/index.php/panel	CSP, genre, Age, Région, Taille de votre commune	Genre, Age, CSP	Aucune	/	NA	-
Type de livrable final	Référentiel, Analyse quantitative et qualitative. Synthèse déposée sur notre site et sur Apres, Maintenant.	Analyse qualitative	Analyse qualitative à retrouver ici : https://73e48cca-b221-4198-bb73-0c83cd9e05.filesusr.com/ugd/4a67f9_0dd1b2134eba4911a0441c17e748d6b8.pdf	Analyse quantitative https://mavoixporte.org/index.php/panel	Analyse qualitative	Analyse quantitative	Analyse qualitative	Synthèse	Référentiel	Récits accessibles en ligne sur le blog https://futursproches.com/micro-recits-et-blog/ en cliquant sur le taf "coronavirus"

Réponse de la plateforme Actons.fr (Politiker)	
Nom de la plateforme de collecte	Actons.fr - Demain est près de chez vous : actions locales pour une transition globale
Nom de l'éditeur	Politiker
Partenaires éventuels	Incubé par Démocratie Ouverte
Date de lancement de la plateforme	30/04/2020
Ambition et objectifs de la concertation	Permettre à chacun de se positionner sur la vie, la ville de demain, construire l'avenir de nos territoires en prenant en compte l'expérience et les besoins de chacun, opérer une transition écologique et démocratique pour rendre nos territoires résilients, s'inspirer des solutions locales existantes pour passer à l'action, aider les décideurs publics (maires débutant leur mandat notamment) à se positionner pour soutenir les territoires dans cette transition, favoriser la prise de responsabilité à chaque échelle et notamment individuelle et locale
Type de contributions collectée	Dialogue ET texte libre ET Vote (Plus précisément pour le dialogue et texte libre : définir des objectifs, proposer et débattre de solutions pour les atteindre)
Outil technologique utilisé	Plateforme collaborative Actons.fr
Description de la campagne de mobilisation mise en œuvre (canaux de diffusion, incitatifs éventuels)	<ul style="list-style-type: none"> - Plateforme ouverte à tous - posts facebook (https://www.facebook.com/actons.fr/et et https://www.facebook.com/politiker.democratie.participative/) - twitter (https://twitter.com/Politiker_fr) - LinkedIn (https://www.linkedin.com/company/politiker/?viewAsMember=true) - bouche à oreille
En cas de vote : quel processus de sélection des propositions soumises au vote	Toutes les solutions et les propositions qui composent le débat sous soumises aux votes
#Participants	2600 - 40 actifs
#Propositions Déposées	200
#Vote (si votes)	150
#Questions Ouvertes Posées (si Questions Ouvertes)	
#Questions Fermées ou QCM Posées (Si Questions fermées)	
Catégories Statistiques utilisées	Âges, genre
Type de livrable final	Analyse quantitative et qualitative, référentiel des actions à mener selon les typologies d'acteurs

Synthèse des consultations citoyennes sur le "Monde d'Après" la crise de la COVID-19

Synthèse du Corpus n°2

Résultats de deux sondages et d'un questionnaire
faisant partie intégrante d'une démarche de collecte
d'expressions citoyennes

Plateformes :



Après, Maintenant !



Rédacteur :



le 1er juillet 2020

Dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, des associations, des acteurs du digital ou des entreprises engagées ont notamment mobilisé autour d'elles et **collecté de nombreuses contributions citoyennes relatives aux besoins et attentes nouvelles de la société française**. Ces contributions ont été mises en commun au sein de la plateforme digitale "*Après, Maintenant !*" et regroupées au sein de corpus cohérents :

- > un premier corpus, rassemblant 12 consultations citoyennes **ayant fait le choix de l'expression libre** des contributeurs, sur lequel une **analyse sémantique et lexicale** a été effectuée pour identifier les principaux thèmes et propositions recueillis ;
- > un deuxième corpus, composé de deux sondages et d'un questionnaire faisant tous trois **partie intégrante d'une démarche de collecte d'expressions citoyennes** ;
- > un troisième corpus déterminant **des consensus²⁴ et clivages citoyens** à partir de contributions exprimées sur une plateforme indépendante de mobilisation citoyenne, visant à une représentativité de la population française et englobant un large nombre de contributeurs²⁵ ;
- > un quatrième corpus, porté par une consultation citoyenne **à destination des acteurs et salariés du monde de l'entreprise**.

Ce document fait la synthèse du corpus n°2, composé de deux sondages et d'un questionnaire faisant partie intégrante d'une démarche de collecte d'expression citoyenne et ayant été élaborés par des organisations créées spécifiquement à l'occasion de la période du confinement.

- > Le sondage "*Ma Voix Porte*" **complète** une démarche de **collecte d'expression libre**, traitée dans le corpus n°1, inspiré des travaux du **philosophe et sociologue Bruno Latour²⁶**. Il a été conduit entre le 30 avril et le 24 mai 2020.
- > Le sondage "*OpinionWay pour Après, Maintenant !*" a été **construit à partir** d'une analyse des contributions collectées par **14 consultations citoyennes** portant sur le monde d'après-crise et traitées dans les corpus n°1, 3 et 4²⁷. Il a été conduit entre le 3 et le 5 juin 2020.
- > Le questionnaire en ligne proposé par le collectif "*Et Après ?*" été rédigé à l'initiative de ses membres et vient compléter une **démarche de collecte d'expression libre**. Il a été diffusé sur internet, notamment via les réseaux sociaux, entre le 25 mars et le 30 avril 2020.

Au total, les réponses de 3 394 individus ont été intégrées dans les synthèses :

- > **1 702** pour le sondage "*Ma Voix Porte*" – **échantillon représentatif** de la population française, sélectionné via la méthode des quotas ;
- > **1 042** pour le sondage "*OpinionWay pour Après, Maintenant !*" – **échantillon représentatif** de la population française, sélectionné via la méthode des quotas ;
- > **590** pour le questionnaire en ligne proposé par "*Et Après ?*"²⁸, **sans visée de représentativité**.

Ces trois documents visent à renseigner les attentes des citoyens au travers de **trois angles de vue** :

- > Le sondage "*Ma Voix Porte*" mesure la **perception des activités économiques** par les Français, au regard de leur utilité ou à l'inverse de leur caractère nuisible ;
- > Le sondage "*OpinionWay pour Après, Maintenant !*" questionne le **niveau d'engagement** des Français au service de **13 causes** ;
- > Le questionnaire en ligne proposé par "*Et Après ?*" interroge les répondants sur les conséquences de la crise sanitaire sur leurs **aspirations individuelles et comportements quotidiens**.

Ce corpus permet donc, via les deux sondages, de mesurer l'opinion des Français sur des questions précises portant sur les causes et activités économiques qu'ils soutiennent, permettant d'apporter un éclairage représentatif complémentaire sur des propositions issues de collecte d'expression libre. En

²⁴ Un consensus au sens utilisé par la plateforme Make.org est une proposition citoyenne qui a recueilli une très large majorité de votes explicites en sa faveur et dont la mesure vise à une représentativité de la population française (au regard de critères d'âge, de genre et de région de résidence)

²⁵ Critères de représentativité : âge, genre et région

²⁶ Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise" (revue AOC, mars 2020)

²⁷ Consultations listées en annexes, avec les considérations méthodologiques

²⁸ 650 contributeurs analysés dans la synthèse, données brutes pour 590 contributeurs disponibles en *open data*

revanche, il ne permet pas de faire émerger de nouvelles propositions ou de mesurer la notoriété spontanée des propositions étudiées.

Le questionnaire en ligne proposé par "Et Après ?" permet par ailleurs de donner un éclairage complémentaire sur les aspirations des répondants, sans viser à la représentativité.

Messages clefs

- > **Trois causes principales se dégagent des sondages :**
 - la défense de l'environnement ;
 - le soutien à une économie locale et de proximité ;
 - le besoin de revaloriser les métiers essentiels.
- > **En ligne avec les convictions identifiées, les Français soutiennent en priorité les activités économiques locales et durables.**
- > **Interrogés sur les moyens à mettre en œuvre pour accomplir la transformation des activités économiques, les Français comptent notamment sur la revalorisation des métiers essentiels et l'échange d'information ainsi que sur un soutien actif et ciblé mais non invasif de l'Etat.**

5. Synthèse des résultats

Les sondages étudiés questionnent les répondants sur les causes qu'ils défendent, leur perception des activités économiques et leur perception des moyens d'action envisageables pour amorcer une transition vers des activités plus souhaitables.

Trois causes principales se dégagent des sondages : la défense de l'environnement, le soutien à une économie locale et de proximité et le besoin de revalorisation des métiers essentiels.

Le souci écologique transparaît au travers d'un **consensus** autour de la **lutte contre le gaspillage** et la **réduction des déchets** générés par l'emballage (substitution du plastique par d'autres matériaux, recyclage) figurant dans la première proposition la plus soutenue dans le sondage "Après, Maintenant !" ²⁹. Par ailleurs, la dimension écologique apparaît comme étant la plus importante aux yeux des Français lorsqu'on leur demande sur quels critères il faudrait décider d'arrêter ou, a minima, de transformer une activité économique. En effet, la **pollution** générée (incluant la pollution de l'air, de l'eau, des sols et la déforestation) ainsi que le **suremballage** sont les deux **critères** qui sont les plus souvent désignés comme étant **très importants** par les répondants au sondage "Ma Voix Porte" ³⁰.

On note également que, face à l'enjeu **écologique**, les solutions reposant sur la **sobriété** semblent **préférées** à celles s'appuyant sur le **progrès technique**. En effet, quatre des cinq propositions portant sur l'écologie dans le sondage "Après, Maintenant !" mettent en avant une réduction de la consommation, reflétant la prévalence de ces propositions dans le corpus d'expression citoyenne étudié pour construire le questionnaire. On note également que **la seule proposition** mettant en avant une **solution technique** est **la moins soutenue** des cinq ³¹.

Le soutien à une économie locale et de proximité apparaît dans deux des cinq propositions les plus soutenues du sondage "Après, Maintenant !", notamment au travers d'un appel à la **relocalisation** de l'industrie en France, à la **consommation** de produits d'origine **locale** et **nationale** ainsi qu'au développement des **circuits courts** ³². Parallèlement, d'après "Ma Voix Porte", le soutien à l'activité locale et la **relocalisation** des **industries essentielles** sont respectivement les premiers et quatrièmes

²⁹ Lutter contre le gaspillage, faire ses courses en veillant à la date de consommation, à ce que les emballages soient recyclables, limiter ceux en plastique, 88% de soutien dont 40% "oui tout à fait"

³⁰ Pollution de l'air, de l'eau, des sols, déforestation, critère "très important" pour 57,2% des sondés ; Emballages excessifs, critère "très important" pour 48,9% des sondés

³¹ Promouvoir les énergies renouvelables ou vertes, quitte à réduire ma consommation d'énergie ou à payer plus cher, 67% de soutien, dont 21% "oui tout à fait", 10^{ème} rang sur 13

³² Relocaliser l'industrie en France, privilégier les produits français, 87% "oui" dont 43% "oui tout à fait", 2^{ème} proposition la plus soutenue ; Produire et consommer des produits locaux, privilégier des circuits courts entre producteur et consommateur, quitte à avoir moins de choix ou à payer plus cher 82% "oui" dont 34% "oui tout à fait", 5^{ème} proposition la plus soutenue

critères les plus désignés par les sondés comme étant très importants lorsqu'on leur demande quelles activités doivent être favorisées³³.

La revalorisation des métiers essentiels apparaît comme la troisième proposition prioritaire aux yeux des Français d'après le sondage *"Après, Maintenant !"*³⁴. Cette conviction est également la plus désignée par les sondés comme étant très importante lorsqu'on leur demande quelles activités doivent être valorisées d'après le sondage *"Ma Voix Porte"*³⁵. Dans le même sondage, on note également que l'inutilité d'un produit ou d'un service est le troisième critère le plus désigné comme étant très important lorsque l'on cherche à identifier les activités à interrompre³⁶, reflétant en creux une **attention portée à l'utilité des métiers**.

Parmi les **causes complémentaires** soutenues par les Français, on note également le **souci de l'équilibre de vie**, notamment via le **rapport au travail**³⁷ et la **prise en compte de la santé** (y compris mentale) et des conditions de travail dans les critères définissant les activités à soutenir³⁸.

En ligne avec les causes identifiées, les Français, très critiques à l'égard de certaines industries, soutiennent en priorité les activités économiques locales et durables.

Le sondage *"Ma Voix Porte"* met en lumière un **premier consensus massif** sur une **insatisfaction** vis-à-vis du fonctionnement actuel de **certaines industries**. Près de 65% des sondés estiment en effet que certaines activités économiques sont inutiles ou nuisibles et donc qu'il faut les arrêter ou, a minima, les transformer.

Face à ce constat, les sondés expriment une **demande de proximité** et de **durabilité** au travers d'un soutien à une filière agro-alimentaire locale et saine³⁹ ainsi que du rejet de l'importation de produits frais par avion⁴⁰. De même, on note que la production d'objets durables et réparables apparaît au deuxième rang des activités économiques à favoriser⁴¹ et les sondés demandent un changement profond dans le domaine des énergies fossiles⁴².

Par ailleurs, on note que les **activités financières** et le **tourisme de masse** apparaissent comme celles que le plus de sondés souhaitent voir **se transformer** (près de 40% des sondés souhaitent les voir "changer fondamentalement"). De même, les sondés appellent à un changement concernant l'alimentation transformée (seulement près de 5% d'entre eux optant pour le statu-quo⁴³).

Lorsqu'on leur demande produits et services qu'ils sont prêts à abandonner ou, à l'inverse, qu'ils souhaitent consommer d'avantage, les Français adoptent des positions alignées sur les priorités exprimées.

Interrogés sur les moyens à mettre en œuvre pour accomplir la transformation des activités économiques, les Français comptent notamment sur la revalorisation des métiers essentiels et l'échange d'information ainsi que sur un soutien actif et ciblé mais non invasif de l'Etat.

Un fort consensus se dégage autour de la **revalorisation des métiers essentiels** comme **moyen efficace** pour **amorcer** une **transition** en faveur d'activités plus souhaitables⁴⁴. Les sondés identifient ensuite **l'accès à la connaissance et au savoir** comme un **outil clé**⁴⁵, sans pour autant souhaiter

³³ *Appel au commerce de proximité et aux producteurs locaux*, critère "très important" pour 56% des sondés ; *Relocalisation des industries essentielles*, critère "très important" pour 53% des sondés

³⁴ *Revaloriser les métiers essentiels : soignants, caissiers, livreurs, éboueurs, etc.* 87% "Oui" dont 40% "Oui, tout à fait", 3^{ème} proposition sur 13

³⁵ *Revalorisation des métiers indispensables*, critère "très important" pour 55% des sondés

³⁶ *Produit ou service inutile*, critère "très important" pour 36% des sondés

³⁷ *Prendre le temps de vivre, de favoriser l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle, le temps passé en famille, ralentir le rythme*, 87% "oui" dont 38% "oui, tout à fait", 4^{ème} proposition sur 13

³⁸ *Meilleure santé (y compris santé psychologique)*, critère "très important" pour 55% des sondés ; *Meilleures conditions de travail*, critère "très important" pour 51% des sondés ;

³⁹ *Alimentation locale et saine*, activité "A favoriser ou à démarrer" pour 63% des sondés

⁴⁰ *Imports de produits frais par avion*, activité "A stopper" pour 39% des sondés

⁴¹ *Production d'objets durables et réparables*, activité "A favoriser ou à démarrer" pour 58% des sondés

⁴² *Energies fossiles*, activité "A stopper" pour 17% des sondés, "A changer fondamentalement" pour 29% des sondés

⁴³ *Alimentation transformée* "A stopper" pour 31% des sondés, "A changer fondamentalement" : 34%, "A améliorer" : 26%

⁴⁴ *Revalorisation des métiers essentiels*, "très bon moyen" pour 55% des sondés, "bon moyen" pour 29% des sondés

⁴⁵ *Partage de connaissances et de savoir-faire*, "très bon moyen" pour 47% des sondés ; *Information claire et incontestable*, "très bon moyen" pour 45,5% des sondés ; *Formation initiale*, "très bon moyen" pour 43,9% des sondés

massivement s'impliquer dans la refonte du système éducatif. En effet, cette cause ne se classe qu'au 12^{ème} rang sur 13 en termes de soutien des sondés⁴⁶.

Les sondés attendent de l'**Etat** qu'il **entraîne** et **accompagne** cette transition en soutenant les acteurs pour qui la transition est préjudiciable⁴⁷ et en lançant des projets spécifiques⁴⁸. En revanche, ils ne souhaitent pas pour autant qu'il prenne le contrôle des pans d'activité à transformer⁴⁹. On constate parallèlement que la mise en place d'un **revenu universel** est la proposition la moins **consensuelle**, remportant un **soutien relativement limité** par rapport aux autres propositions⁵⁰.

En affirmant à plus de 80% qu'ils pensent ressortir **durablement transformés** de la crise sanitaire actuelle dans leurs **modes de pensée, d'action et de consommation**, les répondants au questionnaire en ligne proposé par "Et Après ?" laissent percevoir l'idée de **modifications rapides** des **comportements individuels**, potentiellement porteurs des changements esquissés.

6. Annexes

6.1 Considérations méthodologiques

Les **deux sondages** réalisés sur un échantillon constitué selon la **méthode des quotas** ("Ma Voix Porte" et "Après Maintenant !") visent à refléter l'opinion de la population française à un instant t sur un ensemble de questions prédéfinies.

Dans le sondage "Ma Voix porte", 8 questions sont posées aux répondants : 1 question préliminaire et 7 questions principales. Pour chacune des 7 questions principales, ils doivent se positionner face à un certain nombre de propositions (compris entre 10 et 15) sur une échelle graduée. Les questions posées sont les suivantes :

- > "De manière générale, pensez-vous que : il faut continuer l'activité économique comme avant, il y a des activités inutiles ou nuisibles qu'il faut arrêter ou transformer, je ne sais pas"
- > "Pour chacune des activités économiques ci-dessous, indiquez sur une échelle de 1 à 4 si vous souhaitez qu'elle soit arrêtée, qu'elle change fondamentalement, qu'elle soit améliorée ou qu'elle soit gardée à l'identique. Choisissez 0 si vous n'avez pas d'avis." ; 15 propositions
- > "Vous avez indiqué que les activités suivantes doivent être stoppées ou changées fondamentalement. Sur une échelle de 1 à 7, indiquez si vous êtes prêt personnellement à renoncer à ce produit ou service, ou à modifier votre mode de consommation. Choisissez 0 si vous n'avez pas d'avis." ; 15 propositions
- > "Pour chaque critère ci-dessous, sur une échelle de 1 à 7, indiquez si vous considérez ce critère comme important pour décider si une activité doit être arrêtée ou non. Choisissez 0 si vous n'avez pas d'avis." ; 11 propositions
- > "Pour chacune des activités économiques ci-dessous, indiquez sur une échelle de 1 à 7 si vous souhaitez qu'elle soit démarrée ou favorisée ou si l'activité vous semble inutile. Choisissez 0 si vous n'avez pas d'avis." ; 14 propositions
- > "Vous avez indiqué que les activités suivantes doivent être favorisées. Sur une échelle de 1 à 7, indiquez si vous êtes prêt personnellement à acheter ce produit ou service. Choisissez 0 si vous n'avez pas d'avis." ; 12 propositions
- > "Pour chaque critère ci-dessous, sur une échelle de 1 à 7, indiquez si vous considérez ce critère comme important pour décider si une activité doit être favorisée ou non. Choisissez 0 si vous n'avez pas d'avis." ; 13 propositions

⁴⁶ M'impliquer dans la refonte du système éducatif, pour le rendre plus équitable et individualisé, 16% "Oui, tout à fait", 45% "Oui, plutôt", 23% "Non, plutôt pas", 12% "Non, pas du tout", 12^{ème} rang sur 13

⁴⁷ Dispositifs d'accompagnement à la perte d'activité, "très bon moyen" pour 39% des sondés, "bon moyen" pour 36% des sondés

⁴⁸ Grands travaux lancés par l'Etat, "très bon moyen" ou "bon moyen" pour 59% des sondés et un "mauvais moyen" ou un "très mauvais moyen" pour 16% des sondés

⁴⁹ Prise de contrôle de la part de l'Etat, "très bon moyen" ou "bon moyen" pour seulement 43% des sondés (12^{ème} rang sur 12 propositions) et un "mauvais moyen" ou un "très mauvais moyen" pour 28% des sondés

⁵⁰ Mettre en place un revenu universel versé sans conditions de revenus pour réduire les inégalités sociales et soutenir les activités non salariées et non marchandes, 53% de soutien seulement contre 44% d'opposition, 13^{ème} rang sur 13 dans le sondage "OpinionWay pour Après Maintenant !" ; Instauration d'un revenu minimum universel, "très bon moyen" ou "bon moyen" pour 57% des sondés (11^{ème} rang sur 12 propositions), "très mauvais moyen" pour 11% des sondés, 2^{ème} rang sur 12

- > "Pour chaque proposition ci-dessous, indiquez sur une échelle de 1 à 7 s'il s'agit selon vous d'un bon moyen pour assurer une transition des activités à stopper vers les activités à démarrer. Choisissez 0 si vous n'avez pas d'avis." ; 12 propositions

Ce sondage "Ma Voix Porte" permet donc d'avoir une vision représentative de la grille de lecture que les Français appliquent aux activités économiques listées (perception, critères pris en compte, pistes de changement).

En revanche, ce sondage ne permet pas de tirer de conclusions au-delà des listes proposées d'activités économiques, de critères et de moyens. Il ne permet pas non plus de faire émerger de nouvelles propositions⁵¹.

Dans le sondage "OpinionWay pour Après, Maintenant !", une série de 13 propositions est présentée aux répondants et ils doivent indiquer à quel degré ils les soutiennent sur une échelle à 5 niveaux ("Oui, tout à fait" ; "Oui, plutôt" ; "Non, plutôt pas" ; "Non, pas du tout" ; "Ne se prononce pas"). Les propositions sont introduites par la question suivante : *Vous personnellement, aujourd'hui, êtes-vous prêt à faire sur la longue durée des efforts pour soutenir chacune des causes suivantes ?*

Les propositions testées sont issues d'une analyse menée par les membres du collectif "Après, Maintenant !" sur les contributions récoltées via 14 consultations citoyennes et dispositifs de concertation. Ces consultations sont les suivantes : *Ma Voix Compte ; So Good ; Ma Voix Porte ; Notre Nouvelle Vie ; Construisons demain ; Demain est près de chez vous ; Futurs proches ; Et Après ? ; ReCOVery ; Préparer l'après, concertation inspirée de la méthode de Bruno Latour ; Le monde d'après ; Préparons, toutes et tous ensemble, le jour d'après ; Récits d'aujourd'hui ; Idées pour demain.*

Une première analyse lexicologique a permis d'identifier les 20 propositions émises le plus fréquemment par les contributeurs. Ces 20 propositions ont été étudiées par les membres du collectif qui en a retenu 13 pouvant s'exprimer sous la forme d'un compromis. Du fait de sa définition même, cette liste contient donc des propositions relativement fédératrices. Le sondage vise alors à tester leur caractère consensuel. Ces propositions sont les suivantes :

- > *Lutter contre le gaspillage, et m'engager à faire mes courses en veillant à la date de consommation, à ce que les emballages soient recyclables et limiter ceux en plastique*
- > *Relocaliser l'industrie en France et privilégier quand ils existent les produits français*
- > *Revaloriser les métiers essentiels à la société (soignants, caissiers, livreurs, éboueurs, etc.)*
- > *Prendre le temps de vivre, de favoriser l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle, le temps passé en famille, ralentir le rythme*
- > *Produire et consommer des produits locaux et m'engager dans une consommation qui privilégie des circuits courts entre le producteur et le consommateur final, quitte à avoir moins de choix ou à payer plus cher*
- > *Renforcer la décentralisation, donner plus de pouvoir aux collectivités locales (commune, intercommunalité, Conseil départemental, Conseil régional) et m'adresser davantage à elles*
- > *Consommer moins, m'engager à acheter des produits plus durables et limiter les achats plaisir, mêmes modestes*
- > *Protéger le vivant sous toutes ses formes et accepter des règles contraignantes dans ce but (par exemple restreindre l'accès à certains territoires, interdire certaines pratiques agricoles ou d'élevage, restreindre la consommation de viande, ...)*
- > *Limiter mes déplacements, surtout s'ils sont polluants, et m'engager à télétravailler (quand c'est possible) ou à choisir la marche, le vélo ou des transports partagés ou en commun plutôt que la voiture individuelle ou l'avion par exemple*
- > *Promouvoir les énergies renouvelables ou vertes, quitte à réduire ma consommation d'énergie ou à payer plus cher*
- > *Renforcer la participation citoyenne à la vie démocratique, en y participant personnellement davantage*
- > *M'impliquer dans la refonte du système éducatif, pour le rendre plus équitable et individualisé*
- > *Mettre en place un revenu universel versé sans conditions de revenus pour réduire les inégalités sociales et soutenir les activités non salariées et non marchandes*

⁵¹ Espace d'expression libre ouvert par "Ma Voix Porte" analysé avec le Corpus n°1

Ce sondage "OpinionWay pour Après, Maintenant !" permet donc de faire confirmer (ou infirmer), par un échantillon représentatif de la population française, un ensemble de propositions sélectionnées par le collectif "Après, Maintenant !", issues de l'expression citoyenne. En revanche, ce sondage ne permet pas de tester l'engagement des Français pour d'autres causes, ni de faire émerger de nouvelles propositions.

Le sondage porté par l'initiative "Et Après ?" vise à ouvrir un espace de discussion entre ses membres et leur communauté, sans viser nécessairement à être représentatif de la population française ni permettre de faire émerger de nouvelles propositions.

Afin de caractériser les corpus et de mettre l'accent sur leurs spécificités, une grille d'analyse, constituée de différents axes clés, est présentée ci-dessous. Chaque axe est pondéré en fonction de l'ambition du corpus.

Avantages et limites des méthodologies des 2 principaux sondages

	AXE CLES	EVALUATION	COMMENTAIRES
Répondants	Volume		> Suffisant dans le cadre de la méthode employée (quotas) pour obtenir des résultats fiables avec une marge d'erreur allant de 1,5 à 3 points
	Représentativité		> Forte représentativité des sondages employant la méthode des quotas (légers biais sur le sondage Ma Voix Porte, cf infra)
	Accessibilité		> Assurée par le prestataire spécialisé (resp. OpinionWay et bilendi)
	Contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)		> Représentativité du panel garantie par le prestataire spécialisé (resp. Bilendi et OpinionWay)
Contributions	Ouverture à toute proposition		> Par essence, un sondage ne permet de répondre qu'aux questions posées > Après, Maintenant ! : questionnaire inspiré des résultats de 14 consultations
	Homogénéité d'exposition des propositions		> Intégralité du questionnaire soumis à chaque répondant
	Possibilité de nuance et de développement		> Questionnaires à choix multiples – questions ouvertes du sondage Ma Voix Porte traitées avec le Corpus n°1
Analyse	Regroupement thématique des propositions		> Ma Voix Porte : questionnaire inspiré du questionnaire de Bruno Latour > Après, Maintenant ! : questionnaire construit via analyse sémantique des contributions des 14 consultations rassemblées (Cognito) et concertation
	Contradictoire interne		> Après, Maintenant ! : concertation entre les membres du collectif, notamment pour la construction du questionnaire et appui sur l'expertise d'OpinionWay
	Open-source / Open-data		> Ma Voix Porte : données brutes & résultats accessibles > Après, Maintenant ! : résultats accessibles



Faiblesse



Force

Définition des axes de notation de la méthodologie :

- > **volume** : niveau de pénétration de la population française ;
- > **représentativité et accessibilité** : niveau de représentativité de la collecte par rapport au public représenté. Un fort niveau de représentativité est assuré par le ciblage de publics divers et représentant du public ainsi que par des méthodes de redressement statistique de l'échantillon ;
- > **contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)** : méthode de protection permettant d'éviter la participation massive de groupes de pression venant biaiser les résultats de la consultation ;
- > **ouverture à toute proposition** : source des propositions selon qu'elles sont sélectionnées en amont et proposées au vote au public ou qu'elles sont ouvertes à la contribution de chacun quel que soit son statut ;
- > **homogénéité d'exposition des propositions** : algorithme de mise en avant des propositions permettant de laisser une chance similaire à chaque contribution d'être exposée au public ;
- > **possibilité de nuance et de développement** : richesse et profondeur des contributions citoyennes permises par le système de collecte (pas de limitation des caractères, système d'expression libre...) ;

- > **open-source** : mise à disposition de la totalité des données de la consultation au grand public ;
- > **regroupement thématique des propositions** : regroupement des propositions en *cluster* de manière plus ou moins automatique facilitant l'interprétation des tendances fortes ;
- > **contradictoire interne** : intégration de points de vue différents dans l'analyse ;
- > **apport d'expertises** : encadrement des contributions grâce à un apport d'expertises externes.

6.2 Organisation de la consultation

Le sondage "*Ma Voix Porte*" a été réalisé du **30 avril au 24 mai**. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne. Le recrutement des répondants a été assuré par Bilendi, offrant à ceux-ci une récompense d'une valeur inférieure à 1,12€ pour la complétion du questionnaire. Les résultats obtenus n'ont pas fait l'objet d'un redressement.

Le sondage "*OpinionWay pour Après, Maintenant !*" a été réalisé entre le **3 et le 5 juin 2020**. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne. Le recrutement des répondants et l'administration du questionnaire ont été assurés par OpinionWay. Les répondants ont touché une récompense (potentiellement versée sous formes de dons à une liste d'associations proposées) pour la complétion du questionnaire. L'enquête a été menée en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

Le sondage "*Et Après ?*" a été réalisé entre le **25 mars et le 30 avril 2020**, déployé via la plateforme Typeform, diffusé sur le site internet de l'initiative et les réseaux sociaux (LinkedIn, Instagram).

6.3 Profil des répondants

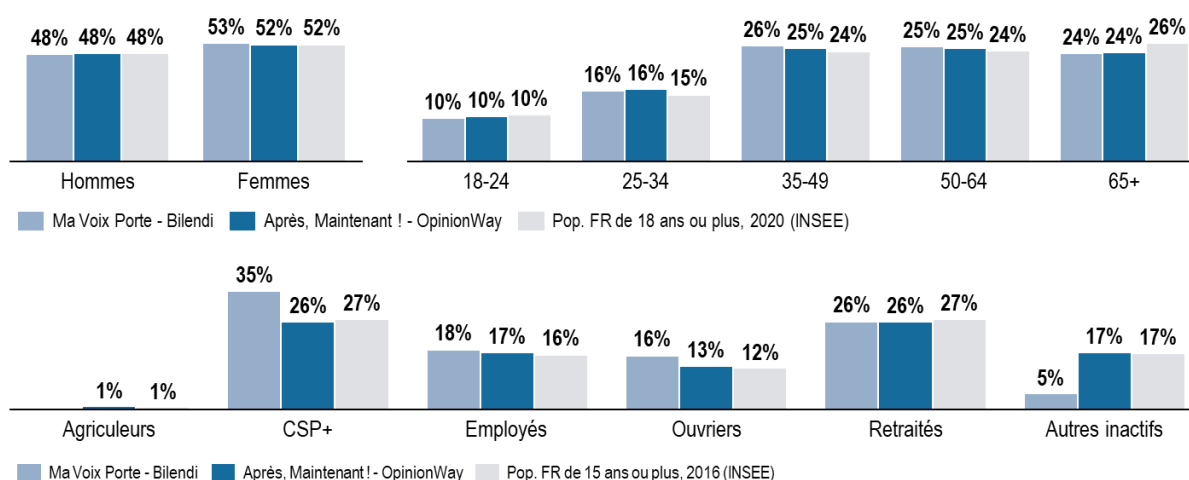
Le sondage "*Ma Voix Porte*" a été administré sur un échantillon de **1 702 personnes**, conçu pour être représentatif de la population française de 18 ans et plus. Cet échantillon a en effet été constitué en sélectionnant des profils en suivant des quotas fondés sur des critères de sexe, d'âge et de catégorie socio-professionnelle⁵², catégorie d'agglomération de résidence et région de résidence.

Le sondage "*OpinionWay pour Après, Maintenant !*" a été administré à un échantillon de **1 042 personnes**, également conçu pour être représentatif de la population française âgée de 18 ans ou plus constitué selon la méthode des quotas. "*Après, Maintenant ! – OpinionWay*" retient les mêmes critères que "*Ma Voix Porte*" (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle⁵³, catégorie d'agglomération de résidence et région de résidence).

⁵² Critère considéré au travers de la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage

⁵³ Critère considéré au travers de la catégorie socio-professionnelle du répondant

Profils des répondants aux sondages *Ma Voix Porte* - Bilendi et *Après, Maintenant !* - OpinionWay



On constate un léger biais de sélection dans le sondage *"Ma Voix Porte"* au regard du critère des catégories socio-professionnelles. Les catégories socio-professionnelles supérieures y sont légèrement sur-représentées par rapport à leur part dans la population totale (35% contre 27% de la population française de plus de 15 ans d'après l'INSEE).

Au sein de l'échantillon interrogé par le sondage *"Et Après ?"* on note une forte sur-représentation des femmes (79% des répondants contre 52% de la population française) et des personnes âgées de 25 à 49 ans (70% des répondants contre 39% de la population française de plus de 18 ans).

Synthèse des consultations citoyennes sur le "Monde d'Après" la crise de la COVID-19

Synthèse du Corpus n°3

Recueil des consensus citoyens exprimés sur une
plateforme indépendante de mobilisation citoyenne

Plateformes :

**MAKE.
ORG**

Porteurs :

**MAKE.
ORG**

GROUPE SOS

WWF

croix-rouge française

UnitéCité

MOUVEMENTUP

Rédacteur :

**Roland
Berger**

le 1er juillet 2020

Introduction

Dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, des associations, des acteurs du digital ou des entreprises engagées ont notamment mobilisé autour d'elles et **collecté de nombreuses contributions citoyennes relatives aux besoins et attentes nouvelles de la société française**. Ces contributions ont été mises en commun au sein de la plateforme digitale "*Après, Maintenant !*" et regroupées au sein de corpus cohérents :

- > un premier corpus, rassemblant 12 consultations citoyennes **ayant fait le choix de l'expression libre** des contributeurs, sur lequel une **analyse sémantique et lexicale** a été effectuée pour identifier les principaux thèmes et propositions recueillis ;
- > un deuxième corpus, composé de deux sondages et d'un questionnaire faisant tous trois **partie intégrante d'une démarche de collecte d'expressions citoyennes** ;
- > un troisième corpus déterminant **des consensus⁵⁴ et clivages citoyens** à partir de contributions exprimées sur une plateforme indépendante de mobilisation citoyenne, visant à une représentativité de la population française et englobant un large nombre de contributeurs⁵⁵ ;
- > un quatrième corpus, porté par une consultation citoyenne **à destination des acteurs et salariés du monde de l'entreprise**.

Ce document fait la synthèse des contributions recueillies par la consultation citoyenne "*Inventons le monde d'après*" (Corpus n°3), lancée par **la plateforme indépendante de consultation citoyenne "Make.org", associée à la Croix-Rouge française, WWF France, Groupe SOS**, en partenariat avec Unis-Cité et Mouvement Up. Cette consultation citoyenne massive s'est tenue du 10 avril au 25 mai 2020. Son modèle reposait sur un **système de propositions et de votes** à soumettre de la part des contributeurs en réponse à la question ouverte "Crise COVID-19 : comment inventer tous ensemble le monde d'après ?". Les citoyens ont été sollicités de trois manières à participer à la consultation : sur Facebook, Twitter, Instagram, grâce à des médias partenaires ayant servi de relais à la consultation, et grâce à une campagne dans le métro parisien.

Au total, sur les 165 000 citoyens contributeurs, environ 10 000 ont soumis plus de 20 000 propositions, et 1,7 millions de votes ont été exprimés sur ces propositions. Les 2 226 propositions les plus plébiscitées par les citoyens⁵⁶ **ont ensuite été regroupées en 14 idées prioritaires et 14 idées secondaires**.

Ce corpus est donc un **recensement d'idées** à destination des pouvoirs publics, de la société civile et des entreprises, constitué des **mesures plébiscitées par les citoyens** et obtenues par un système d'expression libre et de votes. Il permet **d'identifier les consensus, les clivages et les repoussoirs** au sein de la population française et de **définir un plan d'action préalable**. Il ne vise **pas à faire émerger des propositions faiblement soutenues ou peu débattues par les votants**.

1. Synthèse des résultats

A l'issue de cette consultation, six thèmes majeurs sont fortement soutenus par l'ensemble des répondants.

Messages clés (principaux consensus citoyens identifiés)

⁵⁴ Un consensus au sens utilisé par la plateforme Make.org est une proposition citoyenne qui a recueilli une très large majorité de votes explicites en sa faveur et dont la mesure vise à une représentativité de la population française (au regard de critères d'âge, de genre et de région de résidence)

⁵⁵ Critères de représentativité : âge, genre et région

⁵⁶ Seules les propositions ayant obtenu un minimum de 90 votes, réunissant au moins 80% de votes "Pour" et 37% de sur-qualifications positives, ont été retenues. La méthode précise est détaillée dans la suite de cette note.

- > Transformer les modes de consommation et d'alimentation en favorisant la consommation locale et les circuits courts tout en se dirigeant vers une agriculture alternative
- > Assurer la protection de l'environnement en limitant la production de déchets et les transports polluants, en favorisant la ville durable et les mobilités écologiques, en augmentant la durée de vie des produits et en protégeant la biodiversité
- > Modifier le modèle économique et social en relocalisant certains secteurs économiques stratégiques en France et en Europe, en accordant une plus grande considération aux métiers essentiels et en plaçant l'environnement et le social au cœur des politiques publiques et de la fiscalité
- > Repenser l'éducation en incluant des enseignements sur l'écologie et le respect de l'environnement dans les programmes
- > Rendre plus attractifs les métiers de la santé par des revalorisations de salaire et en accordant plus de moyens aux hôpitaux
- > Changer notre fonctionnement démocratique en redonnant un pouvoir d'action et de décision au citoyen

1.1. 6 principaux thèmes émergent des 14 idées prioritaires

Parmi les 2 226 propositions plébiscitées, **1 864 ont été regroupées en 14 idées prioritaires**, 270 ont été regroupées en 14 idées secondaires, et 92 n'ont pu être classées (4% des propositions plébiscitées). Des propositions controversées⁵⁷ ou repoussoirs⁵⁸ ont également été identifiées.

Les 14 idées prioritaires relèvent de **6 principaux thèmes**⁵⁹ : les modes de consommation et d'alimentation (32% des propositions plébiscitées), la protection de l'environnement (31%), le modèle économique et social (24%), l'éducation (7%), la santé (4%) et enfin la démocratie et les institutions (2%).

La transformation des modes de consommation et d'alimentation, en favorisant la consommation locale et les circuits courts tout en se dirigeant vers une agriculture alternative, est le thème principal de cette consultation, avec deux idées prioritaires et 32% des propositions plébiscitées.

N°1 | Favoriser la consommation locale et les circuits de proximité (306 propositions) : *il faut favoriser la production et la consommation locales pour réduire les transports ; il faut forcer les grandes surfaces à privilégier les circuits courts pour protéger nos éleveurs, producteurs, agriculteurs.*

N°2 | Se diriger vers une agriculture alternative (285 propositions) : *il faut interdire l'élevage en batterie (intensif, surpeuplé, aux hormones) au profit de l'élevage en petite structure (raisonné ou bio) ; il faut recentrer la politique agricole commune sur les petites exploitations vendant en circuits courts.*

Les propositions associées à la protection de l'environnement (limiter la production de déchets et les transports polluants, favoriser la ville durable et les mobilités écologiques, augmenter la durée de vie des produits et protéger la biodiversité) ont également emporté une forte adhésion des votants avec 31% des propositions plébiscitées et 5 idées prioritaires.

N°1 | Limiter la production de déchets, notamment les emballages et le plastique, et favoriser le recyclage (269 propositions) : *il faut réduire drastiquement la fabrication d'emballages et suremballages plastiques non recyclables ; il faut gérer et recycler nos déchets en France au lieu de les exporter à l'étranger (générateur d'emplois en France).*

⁵⁷ Les idées controversées manifestent un clivage important entre les citoyens, en recueillant autant d'adhésion forte (votes "Pour" et votes "Coup de cœur") que de net rejet (votes "Contre" et votes "Surtout pas !")

⁵⁸ Les propositions repoussoirs sont l'objet d'un fort rejet auprès des participants (votes "Contre" et votes "Surtout pas !")

⁵⁹ Dans cette synthèse, les idées prioritaires sont classées par thème. Un classement par suffrage (% des propositions plébiscitées) est disponible dans le rapport final rédigé par "Make.org"

N°2 | Progresser vers la ville durable (103 propositions) : *il faut apporter de la végétation dans les villes de manière à diminuer les effets d'îlot de chaleur urbain ; il faut imposer aux promoteurs, bâtisseurs, de construire des maisons et bâtiments avec récupérateur d'eau, énergie verte, isolation verte... ; il faut développer l'habitat autonome en énergie.*

N°3 | Favoriser les mobilités écologiques et limiter les transports polluants (87 propositions) : *il faut favoriser les transports en commun non polluants, notamment pour le fret des marchandises (généraliser le ferroutage) ; il faut soutenir le covoiturage, améliorer les réseaux nationaux de transports en commun, les pistes cyclables... pour moins polluer.*

N°4 | Augmenter la durée de vie des produits (78 propositions) : *il faut mettre fin à l'obsolescence programmée et que les entreprises misent plus sur les pièces détachables / les services de réparation ; il faut imposer un cahier des charges plus strict aux entreprises (production, récupération, réparation, recyclage) [...].*

N°5 | Protéger la biodiversité, les espèces et leur milieu (49 propositions) : *il faut inventer une sorte de jachère maritime, afin de laisser aux animaux marins le temps de reconstituer leurs "stocks" ; il faut encourager les états à lutter contre le commerce illégal d'animaux, pour leur bien et pour le nôtre.*

La modification du modèle économique et social, en relocalisant certains secteurs économiques stratégiques en France et en Europe, en accordant une plus grande considération aux métiers essentiels et en plaçant l'environnement et le social au cœur des politiques publiques et de la fiscalité, est le troisième thème notable de cette consultation avec 24% des propositions plébiscitées et 4 idées prioritaires.

N°1 | Relocaliser certains secteurs économiques stratégiques en France et en Europe (191 propositions) : *il faut relocaliser la production de produits vitaux : alimentation, produits pharmaceutiques, textiles ; il faut favoriser les entreprises qui utilisent les produits français et aider les autres à le faire [...].*

N°2 | Mettre l'environnement et le social au cœur des politiques publiques et de la fiscalité (118 propositions) : *il faut établir une TVA allégée sur les produits made in France et les produits conçus en économie circulaire / upcycling ; il faut positionner les questions écologiques et de conservation de la biodiversité au cœur de toutes décisions gouvernementales.*

N°3 | Mieux considérer les métiers essentiels (83 propositions) : *il faut revaloriser les salaires des métiers au service de l'humain : santé, éducation et bien être (aide aux personnes âgées...) ; il faut revaloriser les professions dites "essentiels" / 1ères lignes (considération, attractivité, rémunération, conditions de travail).*

N°4 | Modifier en profondeur notre modèle économique pour un système plus soutenable (62 propositions) : *il faut impérativement intégrer la notion du respect de la nature dans les processus de production ; il faut ajouter un facteur humain et environnemental au bilan financier des entreprises.*

Repenser l'éducation en faveur de l'humain et de l'environnement représente 7% des propositions plébiscitées (123 propositions) : *il faut créer des programmes ambitieux de sensibilisation voire d'apprentissage à la préservation de notre planète dès l'école primaire ; il faut apprendre aux enfants à l'école comment prendre soin de sa santé et en devenir responsable, notamment par l'alimentation.*

Rendre plus attractifs les métiers de la santé et donner plus de moyens aux hôpitaux regroupe 4% des propositions plébiscitées (71 propositions) : *il faut sauver l'hôpital public : mieux rémunérer les personnels, attribuer plus de crédits pour ne pas fermer de lits ; il faut arrêter de penser la santé comme une entreprise rentable et repenser la balance entre le financier et la qualité de soin.*

Enfin, repenser notre fonctionnement démocratique en redonnant un pouvoir d'action et de décision au citoyen constitue 2% des propositions plébiscitées (44 propositions) : *il faut cesser de payer les politiques à vie (retraite des ministres, salaires et avantages en tous genres) ; il faut remettre les citoyens au centre de l'action politique en favorisant davantage les initiatives locales.*

1.2. 14 idées secondaires relèvent de trois de ces principaux thèmes

Parmi les 14 idées secondaires identifiées dans cette consultation, **6 idées secondaires relèvent de la protection de l'environnement.**

N°1 | Lutter contre la déforestation et favoriser le reboisement

N°2 | Limiter les éclairages et les panneaux publicitaires lumineux notamment la nuit

N°3 | Favoriser le développement des énergies renouvelables

N°4 | Améliorer la transparence et la traçabilité des produits et de leur impact sur l'environnement

N°5 | Arrêter d'importer des produits qui ne respectent pas certains critères environnementaux et sociaux

N°6 | Améliorer les systèmes de récupération des eaux de pluie et de traitement des eaux usées

5 idées secondaires ont trait à la consommation et l'alimentation.

N°1 | Evoluer vers une baisse de notre consommation

N°2 | Limiter et contrôler la pêche intensive et favoriser une pêche responsable

N°3 | Réguler sinon interdire la publicité pour limiter la consommation et la vente de produits nocifs

N°4 | Diminuer le gaspillage alimentaire et faciliter la redistribution

N°5 | Réduire la production et la consommation de viande

Enfin, 3 idées secondaires concernent le modèle économique et social.

N°1 | Lutter contre l'évasion fiscale

N°2 | Pérenniser le télétravail au sein des entreprises

N°3 | Développer la finance verte

1.3. 273 propositions controversées et 69 propositions repoussoirs émergent

Parmi les propositions, 273 sont controversées dont les plus importantes sont les suivantes : instaurer un revenu universel, changer profondément les modes de représentation démocratique, interdire le déploiement de la 5G, faire évoluer fortement certains impôts, nationaliser certains secteurs et entreprises, modifier le temps de travail, sortir du nucléaire et réformer profondément l'Europe.

Enfin, 69 propositions repoussoirs ont été déposées dont les plus importantes sont les suivantes : sortir de l'Union européenne, tendre vers une végétalisation totale de l'alimentation, créer un outil digital pour le télétravail appartenant à l'Etat et abolir les frontières.

1.4. Les pouvoirs publics et les solutions incitatives sont désignés pour construire le monde d'après

Les pouvoirs publics sont majoritairement invoqués pour construire le monde d'après (58% des propositions soumises et 50% des propositions plébiscitées). **Les citoyens** se désignent eux-mêmes pour agir dans 15% des propositions soumises et 11% des propositions plébiscitées (changement des comportements individuels, plus forte implication dans les processus de décision...). Enfin, **les entreprises** sont appelées à faire évoluer leurs modes de production et de distribution dans 15% des propositions (et plébiscitées à 29%).

La **majorité des solutions citées par les citoyens sont de type incitatif** : 51% des propositions déposées invitent à favoriser ou développer des initiatives existantes. **Moins d'un tiers des solutions sont de type restrictif** et prônent la réduction, l'arrêt voire l'interdiction de certaines pratiques (dont l'utilisation du plastique).

2. Annexes

6.1 Considérations méthodologiques

Grâce à une participation massive, visant à une représentativité de la population française⁶⁰, et à l'utilisation scientifique des 1,7 millions de votes citoyens pour qualifier les 20 000 propositions, cette consultation permet non seulement **d'identifier les idées clés mais surtout de déterminer les consensus et les clivages clés**, toujours en visant une représentativité de la population française. Ce résultat permet ainsi de déterminer les priorités des acteurs de la société civile, des pouvoirs publics et des entreprises.

L'ambition de cette consultation citoyenne était d'identifier, de manière scientifique, les 10 à 15 idées fortement soutenues par les citoyens (en somme, les "idées plébiscitées"), afin de déterminer les priorités des acteurs de la société civile, des pouvoirs publics et des entreprises, qui sont conformes aux consensus des citoyens.

Plusieurs principes ont commandé la création et la mise en œuvre de cette consultation : un principe de **massivité** (elle a récolté plus de participants que toutes les autres consultations confondues), un principe de **représentativité** (les votes visent à une représentation équilibrée de la population), un principe **d'accessibilité** (la plateforme est accessible aux personnes handicapées), un principe de **transparence** (résultats disponibles, méthode de collecte et d'analyse transparente) et un principe de **collégialité** (les décisions de modération et de classification des propositions en idées ayant par exemple été soumises à plusieurs personnes avant d'être adoptées).

La démarche adoptée par cette consultation **présente trois principaux avantages**. Tout d'abord, la méthodologie choisie permet de **maximiser le taux de pénétration dans la population**, grâce à une campagne de recrutement sur de multiples canaux et au choix de propositions courtes (140 caractères) qui augmente le taux de participation. **Elle apporte de la légitimité aux idées finalement identifiées, pour deux raisons**. D'une part, la possibilité de soumettre des propositions en contribution libre garantit qu'aucune idée citoyenne n'est exclue par défaut, tout en limitant le risque de surpondération par des groupes d'intérêt (système "anti-trolling"). D'autre part, la sélection des propositions par le vote citoyen, plutôt que par un algorithme potentiellement opaque et subjectif, effectuée dans un contexte homogène et sur des contenus comparables, apporte de la légitimité au processus de sélection. C'est aussi un moyen d'identifier de manière sûre les clivages et les consensus. Enfin, **l'approche de cette consultation est fondamentalement orientée vers l'action** : l'objectif n'est pas de recenser l'ensemble des propositions soumises par les citoyens, mais d'identifier les plus consensuelles afin de produire un programme pour les acteurs de la société civile, les pouvoirs publics et les entreprises.

A l'inverse, **la consultation présente deux limites, dont une liée à la méthode de *clustering***. Tout d'abord, le format réduit des propositions (140 caractères seulement) **limitait les possibilités de nuancer une proposition ou de la développer**, par exemple en proposant des moyens de mise en œuvre. De plus, le *clustering* objectif par les votes des citoyens n'est utilisé que pour identifier 10% des propositions plébiscitées. Une fois cette sélection objective faite, c'est une méthode de sciences sociales qui permet de reconstituer les idées plébiscitées. Cette reconstitution en idées des propositions sélectionnées pourrait objectivement **générer un biais interprétatif** (comme l'aurait fait n'importe quel système de *clustering* automatique). Cependant, "Make.org" le réduit de deux manières : tout d'abord, "Make.org" suit les méthodes définies pour les enquêtes en sciences sociales pour réaliser ce *clustering*. De plus, le principe de collégialité mentionné précédemment limite la subjectivité humaine : plusieurs personnes effectuent une vérification proposition par proposition afin de détecter toute incohérence.

Afin de caractériser les corpus et de mettre l'accent sur leurs spécificités, une grille d'analyse, constituée de différents axes clés, est présentée ci-dessous. Chaque axe est pondéré en fonction de l'ambition du corpus.

⁶⁰ Critères de représentativité : âge, genre et région

Avantages et limites de la méthodologie

	AXES CLES	EVALUATION	COMMENTAIRES
Répondants	Volume	●	> Forte pénétration au sein de la population française (campagne de recrutement, multiples canaux de diffusion, propositions courtes favorisant la participation)
	Représentativité	◐	> Pilotage de la campagne Facebook pour approcher la distribution de la population française > Représentativité des votes (pas des participants ni des contributeurs)
	Accessibilité	●	> Accessibilité aux personnes en situation de handicap
	Contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)	●	> Détection d'anomalies permettant de limiter l'influence de groupes d'intérêts sur les propositions et les votes
Contributions	Ouverture à toute proposition	●	> Système de contributions libres permettant à tous les citoyens de soumettre des propositions
	Homogénéité d'exposition des propositions	●	> Algorithme garantissant à deux propositions également plébiscitées la même probabilité d'être soumises au vote
	Possibilité de nuance et de développement	◐	> Format réduit des propositions (140 caractères) limitant les possibilités de nuance et de développement
Analyse	Regroupement thématique des propositions	◐	> Sélection objective des propositions les plus plébiscitées par le vote des citoyens > <i>Clustering</i> effectué par un humain selon les règles de l'enquête en sciences sociales introduisant un possible bias interprétatif (limité par la collégialité du processus)
	Contradictoire interne	●	> Principe de collégialité maintenu tout au long de la démarche (modération des propositions, agglomération de propositions en idées...)
	Open-source / Open-data	●	> Résultats et données accessibles > Code accessible



Faiblesse



Force

Contrairement aux autres corpus, le corpus 3 permet par sa méthodologie :

- > de **viser à une représentation équilibrée de la population française** (sur les votes et avec des critères de représentativité⁶¹ ne comprenant pas la catégorie socio-professionnelle) ;
- > de **déterminer des consensus citoyens et des clivages parmi les contributions** (en visant là aussi à une représentativité de la population française), par son système de vote sur les propositions émises par les citoyens.

Les axes clés sont définis de la manière suivante :

- > **volume** : niveau de pénétration de la population française ;
- > **représentativité** : niveau de représentativité de la collecte par rapport au public représenté. Un fort niveau de représentativité est assuré par le ciblage de publics divers et représentant du public ainsi que par des méthodes de redressement statistique de l'échantillon ;
- > **accessibilité** : accessibilité aux personnes en situation de handicap ;
- > **contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)** : méthode de protection permettant d'éviter la participation massive de groupes de pression venant biaiser les résultats de la consultation ;
- > **ouverture à toute proposition** : source des propositions selon qu'elles sont sélectionnées en amont et proposées au vote au public ou qu'elles sont ouvertes à la contribution de chacun, quel que soit son statut ;
- > **homogénéité d'exposition des propositions** : algorithme de mise en avant des propositions permettant de laisser une chance similaire à chaque contribution d'être exposée au public ;
- > **possibilité de nuance et de développement** : richesse et profondeur des contributions citoyennes permises par le système de collecte (pas de limitation des caractères, système d'expression libre...) ;
- > **regroupement thématique des propositions** : regroupement des propositions en *cluster* facilitant l'interprétation des tendances fortes (dans le cas de "Make.org", cela permet l'identification des consensus et des clivages : discrimination des propositions consensuelles, des propositions controversées et des propositions repoussoirs par l'utilisation des votes des citoyens) ;

⁶¹ Critères de représentativité : âge, genre et région

- > **contradictoire interne** : intégration de points de vue différents dans l'analyse ;
- > **open-source et open-data** : libre accès du code de la plateforme et mise à disposition de la totalité des données de la consultation au grand public.

2.2. Organisation de la consultation

La consultation s'est déroulée du 10 avril au 25 mai 2020. Le coup d'envoi de la consultation a eu lieu lors du festival 100% virtuel L'Académie du monde d'après, organisé les 11 et 12 avril par la Meute d'amour et **réunissant 250 personnalités**.

A la suite de ce lancement, une campagne de recrutement a été menée grâce à la mobilisation des différents partenaires (WWF, la Croix-Rouge française...). **Trois méthodes ont été utilisées pour solliciter les citoyens** : une campagne sur Facebook, un relais de la consultation par plusieurs médias et une campagne dans le métro parisien. Aucun mécanisme d'incitation monétaire n'a été utilisé. L'absence d'encadrement par apport d'expertises en amont a permis d'éviter le biais d'orientation des propositions et donc une plus large ouverture de la consultation.

La consultation a permis aux citoyens de participer de deux manières : en présentant des propositions sous la forme de contribution libre, et en votant sur des propositions soumises par les autres participants et sélectionnées par un algorithme.

Limitées à 140 caractères afin d'assurer un bon taux de participation des votants, les propositions commençaient toutes par "Il faut...". Elles ont été soumises à une modération, aboutissant à **l'exclusion de 10% des propositions** sur la base de plusieurs critères objectifs : l'intelligibilité de la proposition, la pertinence (exclusion des propositions hors sujet), la compatibilité avec la Charte éthique de la plateforme (pas d'incitation à la violence, à la discrimination, à la haine raciale...) et l'indépendance (pas de proposition à caractère publicitaire ou en promotion d'un candidat ou d'un parti). Les participants dont les propositions ont été refusées ont reçu une notification et une invitation à reformuler leur proposition. Aucune modification n'a été effectuée par "Make.org" autre que des corrections d'orthographe (pas de révision de la syntaxe ou du vocabulaire employé). Enfin, il n'était pas possible de soumettre une proposition les deux dernières semaines de la consultation pour assurer statistiquement que même une proposition déposée au dernier moment avait la même chance d'émerger qu'une autre.

En complément de ces contributions spontanées, les citoyens ont eu la possibilité de voter pour 12 propositions lors d'une session. Ces propositions ont été sélectionnées grâce à un algorithme décrit dans le paragraphe suivant. Pour chaque proposition, le votant a eu la possibilité de donner son avis à deux niveaux : un premier niveau permettant de noter la proposition ("Pour", "Contre" et "Neutre"), puis un second niveau permettant d'apporter une pondération au premier vote ("Coup de cœur", "Réaliste", "Banalité", "Impossible" et "Surtout pas !"). Les votes des sessions interrompues ont également été comptabilisés.

Les participants n'ont pas eu la possibilité de choisir les propositions sur lesquelles ils allaient voter : **celles-ci étaient sélectionnées par un algorithme, dans le but de faire émerger celles qui emportaient le plus d'adhésion citoyenne.** Le principe de l'algorithme était le suivant : à chaque proposition était attribué un score, mis à jour en temps réel, et issu du taux d'adhésion des votants et des pondérations des votes de second rang. Plus une proposition était plébiscitée et plus elle avait de chances d'être soumise au vote (algorithme équivalent à un échantillonnage de Thompson qui est une solution usuelle au problème du bandit manchot, en théorie des probabilités). L'algorithme garantissait ainsi que toutes les propositions avaient la même chance d'apparaître en plébiscite. Contrairement à une sélection aléatoire, ce processus excluait les propositions qui ne suscitaient pas l'approbation des votants : ceci a permis de concentrer l'analyse sur les propositions dont le taux d'adhésion nécessitait d'être affiné.

A l'issue du vote, les propositions qui avaient obtenu un minimum de 90 votes, 80% de votes "Pour" et un minimum de 37% de sur-qualifications positives ont été identifiées. **Au nombre de 2 226, ces propositions plébiscitées ont ensuite été regroupées en 14 idées principales et 14 idées secondaires**, selon une méthode de *clustering* décrite ci-dessous.

Pour garantir la **pertinence de la synthèse**, les données ont subi deux principaux retraitements.

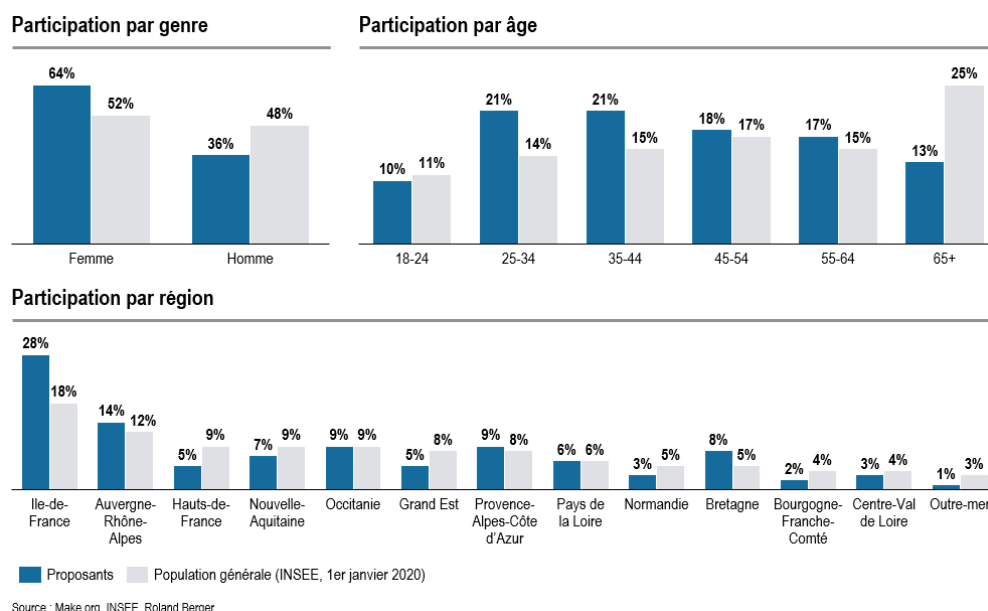
Un premier retraitement concernait la **détection de potentielles anomalies dans le but d'empêcher qu'un groupe d'intérêt fausse les résultats** (système *anti-trolling*). Par exemple, une corrélation anormale entre le lieu du vote et le type de propositions soumises ou soutenues par un vote peut être le signe d'une tentative d'influence par un groupe et, après analyse, être neutralisée.

Un second retraitement concerne le **clustering des propositions plébiscitées en 14 idées principales et 14 idées secondaires**. Cette analyse est effectuée par regroupement thématique des propositions véhiculant globalement les mêmes idées. Le regroupement en idées se fonde uniquement sur le sens principal exprimé dans la proposition, en tâchant de ne pas surinterpréter les propos du citoyen. Les propositions plébiscitées rassemblées dans une même idée possèdent des nuances dans la forme et dans le fond dont il faut rendre compte. Un nouveau travail d'analyse plus fin est donc réalisé pour toutes les propositions composant une même idée afin d'en dégager les différentes sous-thématiques et solutions associées. Chaque idée est donc décrite par ses sous-thématiques principales et par des exemples de propositions citoyennes, visant à la représentativité⁶². Le retraitement est effectué par un humain, selon des méthodes définies pour les enquêtes en sciences sociales, avec un objectif clair de limiter le nombre d'idées à une quinzaine afin de faciliter la prise de décision. Cette étape s'accompagne d'un processus de validation systématique en interne, pour garantir la cohérence et la pertinence des idées identifiées : une personne est en charge de proposer un premier regroupement par idées accompagné des analyses en sous-thématique. Une autre personne vérifie la cohérence de chaque idée, la pertinence du nom des idées, la cohérence et la granularité.

6.3 Profil des répondants

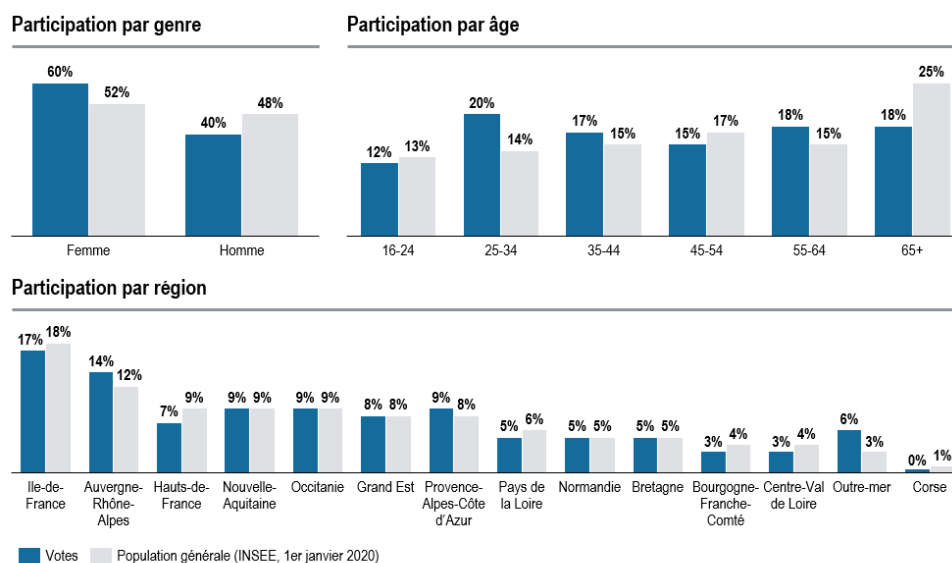
A l'issue de cette consultation, **environ 10 000 contributeurs ont soumis 20 654 propositions et 165 000 participants ont produit 1,7 millions de votes**.

La répartition des contributeurs ayant soumis une proposition par genre, par âge et par région est indiquée dans le graphique ci-dessous.



⁶² Critères de représentativité : âge, genre et région

La répartition des votes par genre, par âge et par région est indiquée dans le graphique ci-dessous.



Source : Make.org, INSEE, Roland Berger

La méthode choisie par "Make.org" vise à la représentativité⁶³ des votes (pas des participants, ni des contributeurs), grâce au pilotage permis par les outils de campagne de Facebook : les sollicitations sont ajustées en temps réel et ciblent en priorité les catégories socio-démographiques sous-représentées dans l'échantillon par rapport à la population française. Aucun redressement de l'échantillon n'a été effectué a posteriori.

⁶³ Critères de représentativité : âge, genre et région

Synthèse des consultations citoyennes sur le "Monde d'Après" la crise de la COVID-19

Synthèse du Corpus n°4

Recueil des contributions collectées via une
consultation citoyenne à destination des acteurs et
salariés du monde de l'entreprise

Plateformes :



Porteurs :



Rédacteur :



le 1er juillet 2020

Dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, des associations, des acteurs du digital ou des entreprises engagées ont notamment mobilisé autour d'elles et **collecté de nombreuses contributions citoyennes relatives aux besoins et attentes nouvelles de la société française**. Ces contributions ont été mises en commun au sein de la plateforme digitale "*Après, Maintenant !*" et regroupées au sein de corpus cohérents :

- > un premier corpus, rassemblant 12 consultations citoyennes **ayant fait le choix de l'expression libre** des contributeurs, sur lequel une **analyse sémantique et lexicale** a été effectuée pour identifier les principaux thèmes et propositions recueillis ;
- > un deuxième corpus, composé de deux sondages et d'un questionnaire faisant tous trois **partie intégrante d'une démarche de collecte d'expressions citoyennes** ;
- > un troisième corpus déterminant **des consensus⁶⁴ et clivages citoyens** à partir de contributions exprimées sur une plateforme indépendante de mobilisation citoyenne, visant à une représentativité de la population française et englobant un large nombre de contributeurs⁶⁵ ;
- > un quatrième corpus, porté par une consultation citoyenne **à destination des acteurs et salariés du monde de l'entreprise**.

Ce document fait la synthèse des contributions recueillies par la **consultation citoyenne "ReCOVerry"** (Corpus 4), lancée par les sociétés **Fabernovel** (groupe indépendant et international, expert en création de produits et services numériques, et du conseil en innovation et transformation) et **Mirova** (filiale de Natixis et société de gestion dédiée à l'investissement durable). Ce consortium est également soutenu dans cette démarche par des réseaux d'entreprise, Think Tank et média.⁶⁶

La consultation "**ReCOVerry**" s'est tenue du **8 avril au 8 mai** dernier avec pour objectif de collecter les **idées des entreprises, acteurs financiers et associations d'entreprises** afin de faire **redémarrer l'économie** selon un modèle **plus durable, plus juste et plus résilient**. Afin d'animer la consultation, **six grands débats** ouverts au public et réunissant des intervenants du monde économique, associatif et politique ont été organisés. Les participants étaient ensuite invités à contribuer sur une plateforme sous la forme de **propositions, commentaires et approbations** (dénommés "Likes"). Afin de cadrer les contributions, quatre thèmes (dénommés "Challenges") avaient été identifiés en amont :

- > **pérenniser les progrès et changements positifs générés par le confinement ;**
- > **revisiter les modèles existants notamment via la réappropriation des chaînes de valeur ;**
- > **penser la relance par écosystèmes et non par filières industrielles ;**
- > **consolider l'utilité sociétale et l'engagement des entreprises.**

Au terme de la consultation, la plateforme a réuni près de **60 000 visites** pour **~500 propositions, ~600 commentaires et 5 000 approbations**. S'agissant d'une audience spécialisée PME, le volume d'audience est naturellement plus faible comparé aux autres corpus. Par ailleurs, à l'origine conçue pour identifier des solutions par et pour les entreprises, cette consultation s'est ouverte à une **audience large et hétérogène** incluant par exemple des associations de défense de la cause animale (L214).

La vocation de ce corpus **n'est pas d'être représentatif de l'ensemble des entreprises françaises** mais plutôt de **dégager des consensus** afin d'**élaborer un plan d'action et des engagements pour les entreprises**. Il existe par ailleurs **deux biais importants** : des **thématiques proposées a priori** influençant les contributions et une **absence de redressement statistique** de l'échantillon afin de le rendre représentatif. La synthèse proposée ci-dessous est le **fruit d'une analyse des équipes du consortium validée par les équipes de Roland Berger**.

⁶⁴ Un consensus au sens utilisé par la plateforme Make.org est une proposition citoyenne qui a recueilli une très large majorité de votes explicites en sa faveur et dont la mesure vise à une représentativité de la population française (au regard de critères d'âge, de genre et de région de résidence)

⁶⁵ Critères de représentativité : âge, genre et région

⁶⁶ Ashoka, B Lab France, BFM Business, Finance for Tomorrow, France Digitale, Institut National de l'économie circulaire, La communauté des entreprises à mission, La Fabrique de l'Industrie, le collège des directeurs du développement durable (C3D), Le Mouves, Make Sense, Nous sommes demain, Pour un Réveil Ecologique, So Press, Réseau Entreprendre Paris, The Shift Project, Usbek & Rica

1. Synthèse des résultats

Le collectif a élaboré pour les entreprises une **synthèse des enseignements des débats et des contributions rassemblées sur la plateforme**. Cette synthèse **ne s'appuie donc pas uniquement sur une analyse quantitative de la consultation**.

Trois grands enseignements se dégagent selon eux de cette consultation :

Messages clés

- > **Le développement de la résilience et de l'anti-fragilité pour les entreprises** à travers la cartographie précise des risques liés à la crise à venir, la diversification des chaînes d'approvisionnement et l'évolution des positionnements produits.
- > **L'évolution des modèles économiques et de l'organisation des entreprises autour des valeurs de durabilité** grâce au développement de cultures d'entreprise inclusives, à l'évolution de la gouvernance notamment grâce à la prise en compte d'indicateurs de performance extra-financier, à la mobilisation du secteur financier dans la transition écologique et au déploiement de stratégies de développement durable orientées produits et services.
- > **La capitalisation sur les changements positifs enclenchés par le confinement** avec la refonte des politiques de déplacement en entreprise et la généralisation du télétravail, le développement des mobilités douces et d'une alimentation durable, et l'adoption d'une approche plus durable vis-à-vis du numérique.

1.1 Dix enseignements émergent, qui insistent sur l'évolution du modèle économique

N°1 | Le fait que la **crise actuelle est un prototype de la crise climatique** à venir. Face à des enjeux aussi élevés, la **réponse à apporter** doit être **différente tant en termes de quantité et de radicalité** qu'en termes **d'outils** utilisés.

N°2 | Le besoin de **réévaluer les chaînes de valeur** et d'**imaginer des écosystèmes vertueux**. Il s'agit de trouver un nouvel équilibre entre global et local et de distinguer les activités à caractère essentiel.

N°3 | L'importance de **lutter contre la désindustrialisation de la France**, afin de **relocaliser une partie des activités stratégiques**, en en assumant les coûts.

N°4 | La nécessité de **développer l'adaptabilité, la résilience, l'anti-fragilité** pour **penser une croissance de long terme** et de rendre plus réel et visible au sein de nos sociétés la conscience de l'intérêt général, du collectif.

N°5 | Le constat que cette **crise** est aussi un **révélateur de l'importance des écosystèmes et du collectif**, facteurs de résilience et de solidarités face aux difficultés.

N°6 | **L'intérêt de l'économie circulaire et des circuits courts** dans la **résilience** des territoires.

N°7 | L'enjeu de la **mesure de l'engagement des entreprises**, à la fois pour **évaluer concrètement leur impact environnemental et social**, mais aussi pour pouvoir **démontrer que les modèles plus vertueux sont aussi source de performance accrue** pour l'entreprise et ses parties prenantes.

N°8 | La **nécessité de déployer des indicateurs extra-financiers harmonisés** à l'échelle européenne, afin de quantifier et de rendre tangible l'avancée des entreprises vers des modèles plus vertueux.

N°9 | Le **rôle central de l'investissement et du financement de la transition** : il est crucial que les marchés puissent être au service d'un changement de modèle.

N°10 | La conviction qu'il n'y aura pas de "monde d'après" sans l'union des différentes forces et parties prenantes : **les modes de la coalition et de la collaboration ne sont plus des options**.

1.2 Des quatre thèmes identifiés, la pérennisation des progrès générés pendant le confinement est le plus plébiscité

La pérennisation des progrès et changements positifs générés par le confinement est, avec 120 contributions et 40% des approbations totales des internautes, le thème ayant développé le plus d'engagements des internautes.

N°1 | Réorienter notre consommation vers le local et le durable en renforçant notre tissu productif local afin de parer à la fragilité de nos chaînes d'approvisionnement :

- > *Baisser la TVA sur les produits locaux et de saison ;*
- > *Vendre en GMS 100% de produits venant de produits biologiques venant d'un rayon de 70km ;*
- > *Rendre obligatoire la publication du nombre de km parcourus par un produit ;*
- > *Inciter les cantines et restaurants d'entreprise pour une alimentation 100% bio, de saison et locale.*

N°2 | Repenser notre rapport aux transports et aux déplacements afin de réduire notre empreinte carbone :

- > *Et si on limitait les déplacements en privilégiant les visioconférences ?*
- > *Et si le confinement et la distanciation sociale nous apportaient la possibilité de revisiter nos pratiques de réunions ?*
- > *Et si nous généralisions le télétravail pour diminuer les transports polluants et la fatigue ?*
- > *Et si les entreprises impulsaient une stratégie santé axée sur le vélo ?*

N°3 | Accentuer la sensibilisation au sujet de la transition écologique par l'éducation et la formation :

- > *Et si on enseignait à l'école l'écologie objective et la communication non violente pour grandir le vivre ensemble et la co-création (dès la maternelle sous forme de jeux) ?*
- > *Et si toutes les formations de l'enseignement supérieur intégraient un module de sensibilisation aux grands enjeux de la transition ?*
- > *Et si cette crise on profitait de la baisse d'activité des salariés pour faciliter l'engagement des salariés dans des actions solidaires ?*

La transformation des modèles économiques existants via la réappropriation des chaînes de valeur est le thème de cette consultation ayant rassemblé le plus de contributions (187).

N°1 | Faire évoluer les modèles agricoles afin de sortir de l'agriculture intensive et de susciter l'intérêt pour la terre :

- > *Et si l'on aidait les agriculteurs à sortir du piège de la PAC et de l'agriculture intensive ?*
- > *Et si on créait un service agricole de 30h annuelles que chaque étudiant du supérieur ?*
- > *Et si nous adoptions un moratoire sur l'élevage intensif ?*

N°2 | Repenser le rôle sociétal et la gouvernance des entreprises en privilégiant la résilience des entreprises et en inventant de nouveaux indicateurs de performance extra-financiers :

- > *Et si les entreprises européennes réinventaient la résilience ? La relocalisation de leurs chaînes de valeurs doit alors s'articuler autour de l'objectif de neutralité carbone en 2050, la limitation de la dépendance aux énergies fossiles, l'amélioration de la santé et le développement de l'emploi ;*
- > *Et si cette crise imposait aux entreprises d'évoluer vers des modes de gouvernance participatifs ?*
- > *Et si la performance n'était plus seulement économique ? Il faut créer de nouveaux indicateurs mieux adaptés aux réalités sociales et aux grands enjeux de soutenabilité de nos économies.*

Le thème du développement d'une relance par écosystèmes plutôt que par filières industrielles a peu mobilisé avec des contributions qui rassemblent seulement 13% du total de vues.

N°1 | Redynamiser les écosystèmes locaux au service de la transition :

- > *Et si on transformait l'approvisionnement alimentaire en écosystème durable et solidaire ?*
- > *Et si notre système industriel de production devenait un puissant levier de transition ? Il devra produire les biens pour les secteurs en transition (vélos, véhicules sobres...) tout en s'appuyant sur une production décarbonée et résiliente, limitant la dépendance aux ressources fossiles.*

N°2 | Développer la collaboration entre acteurs :

- > *Et si cette crise était l'occasion de prendre conscience de la résilience de certains acteurs grâce à un nouveau modèle de coopération inédit ?*
- > *Et si on repensait l'écosystème logements/transports/travail dans sa globalité ? Le rôle des entreprises est essentiel pour assurer une mixité fonctionnelle au sein des territoires, et ainsi limiter les besoins de mobilité non couvrables par les transports en commun et le vélo.*

La consolidation de l'utilité sociétale et de l'engagement des entreprises était le dernier thème de cette consultation.

N°1 | Inciter les entreprises à devenir des acteurs de la transition écologique :

- > *Et si les entreprises contribuaient à un nouvel urbanisme, désirable et durable ? Elles peuvent jouer un rôle clé dans la limitation de l'étalement urbain et la création de nouvelles zones d'emplois à proximité directe des logements existants, réduisant ainsi l'empreinte énergétique des territoires ;*
- > *Et si nous conditionnions les aides publiques aux entreprises post-Covid au respect d'une trajectoire ambitieuse de réduction des émissions carbone ?*
- > *Et si les entreprises engageaient le virage vers la sobriété numérique ?*

N°2 | Repenser les stratégies d'entreprise au regard des risques climatiques :

- > *Et si on prenait en compte la préservation du capital naturel et humain dans le système comptable pour mieux apprécier la performance réelle des entreprises ?*
- > *Et si l'analyse prospective et l'évaluation du risque climat orientaient les stratégies d'entreprises ?*

2. Annexes

2.1 Considérations méthodologiques

L'ambition de l'initiative "**ReCOVery**" est double : d'abord de **collecter les meilleures idées des grands acteurs économiques** afin de **penser un nouveau modèle de développement** plus durable, plus juste et plus résilient, ensuite de faire **prendre conscience aux entreprises** qu'elles **doivent contribuer pleinement à la transformation** sociale et environnementale sans attendre le sauvetage public initié par le gouvernement.

Plusieurs principes ont commandé la création et la mise en œuvre de cette consultation : un principe de **transparence** (données disponibles en *open data*) et un principe de **collégialité** (les décisions de modération et de classification des propositions en idées ayant par exemple été soumises au comité de pilotage du collectif avant d'être validées).

Ce type de consultation citoyenne par **plateforme offre trois avantages**. D'abord, la plateforme permet **d'effacer les effets de "statut"** entre les différents contributeurs afin de faire parler chacun sur un pied d'égalité. Les contributions les plus approuvées bénéficient ainsi d'une **légitimité importante**. Ensuite, les **débats sont cadrés grâce à l'apport d'expertise** des représentants économiques mobilisés lors des débats et des fils de discussion. Enfin, l'approche de cette **consultation est fondamentalement orientée vers l'action** : l'objectif n'est pas de recenser l'ensemble des propositions soumises par les citoyens, mais d'identifier les plus consensuelles afin de produire un programme pour les acteurs de la société civile.

En revanche, ce type d'étude **n'assure de représentativité ni du corps électoral ni du tissu économique** que l'étude veut représenter. Il n'existe en effet **ni étude approfondie du profil des répondants ni redressement statistique**. Il est ainsi souvent difficile **d'identifier le statut exact d'un contributeur** (ex. : entreprise ou individu ?). Par ailleurs, la profondeur dans l'explication des

propositions reste très limitée. Enfin, il n'existe pas de système "d'anti-trolling" permettant de se prémunir face à la contribution massive de groupes de pression. On note ainsi que **50% des contributions sont apportées par seulement 20 participants**. Plus étonnamment, **la plus importante contributrice de la plateforme apporte près de 10% du volume total de contributions**.

Afin de caractériser les corpus et de mettre l'accent sur leurs spécificités, une grille d'analyse, constituée de différents axes clés, est présentée ci-dessous. Chaque axe est pondéré en fonction de l'ambition du corpus.

Avantages et limites de la méthodologie

	AXE CLES	EVALUATION	COMMENTAIRES
Répondants	Volume		> Participation limitée avec 60 000 visites sur la période
	Représentativité		> Pas d'étude du profil des répondants ni de redressement statistique
	Accessibilité	non évalué	> Pas d'initiative spécifique mise en avant
	Contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)		> Pas de système de contrôle des contributions postées par des groupes d'intérêt – 50% des propositions apportés par 20 participants
Contributions	Ouverture à toute proposition		> Système de plateforme permettant une ouverture à tout type de proposition quel que soit l'acteur de cette proposition
	Homogénéité d'exposition des propositions		> Algorithme assurant une exposition similaire des propositions ayant un nombre de vue équivalent
	Possibilité de nuance et de développement		> Contributions en format libre > Possibilité de soumettre des commentaires pour engager une discussion
Analyse	Regroupement thématique des propositions		> Regroupement manuel des propositions par thème réalisé par le consortium après la fin de la période de collecte. Absence d'algorithme de « <i>clusterisation</i> »
	Contradictoire interne		> Comité de pilotage permettant une collégialité dans la prise de décisions relatives à l'analyse
	Open-source / Open-data		> Résultats et données : disponibles en open data > Code : regroupements et synthèse réalisés par intervention humaine



Faiblesse



Force

Définition des axes de notation de la méthodologie :

- > **volume** : niveau de pénétration de la population française ;
- > **représentativité et accessibilité** : niveau de représentativité de la collecte par rapport au public représenté. Un fort niveau de représentativité est assuré par le ciblage de publics divers et représentant du public ainsi que par des méthodes de redressement statistique de l'échantillon ;
- > **contrôle des groupes d'intérêt (anti-trolling)** : méthode de protection permettant d'éviter la participation massive de groupes de pression venant biaiser les résultats de la consultation ;
- > **ouverture à toute proposition** : source des propositions selon qu'elles sont sélectionnées en amont et proposées au vote au public ou qu'elles sont ouvertes à la contribution de chacun quel que soit son statut ;
- > **homogénéité d'exposition des propositions** : algorithme de mise en avant des propositions permettant de laisser une chance similaire à chaque contribution d'être exposée au public ;
- > **possibilité de nuance et de développement** : richesse et profondeur des contributions citoyennes permises par le système de collecte (pas de limitation des caractères, système d'expression libre...) ;
- > **open-source** : mise à disposition de la totalité des données de la consultation au grand public ;
- > **regroupement thématique des propositions** : regroupement des propositions en *cluster* de manière plus ou moins automatique facilitant l'interprétation des tendances fortes ;
- > **contradictoire interne** : intégration de points de vue différents dans l'analyse ;
- > **apport d'expertises** : encadrement des contributions grâce à un apport d'expertises externes.

2.2 Organisation de la consultation

8 Avril

Dispositif	Acteurs	Résultats
1 Débats (via YouTube et Zoom)	<ul style="list-style-type: none">> Leaders économiques (Airbus, Suez...)> Représentants politiques (Députés, président de conseil régional...)> Associations d'entreprises (France Digitale, Réseau Entreprendre France)	> Grands enseignements et idées fortes permettant de nourrir les contributions
2 Contributions (via la plateforme)	<ul style="list-style-type: none">> Publication de contenu éditorialisé sur la plateforme> Leaders économiques (HRS France, Excelrise)> Think Tank (The Shift Project)	> Témoignages > Expertises sur des sujets divers
> Contribution et votes du public	<ul style="list-style-type: none">> Think Tank (The Shift Project)> Associations d'entreprises (B Corp France)> Associations (L214)> Dirigeants, salariés et entrepreneurs	> Collecte d'idées , approbations/désapprobation via des <i>likes</i> , commentaires et vues de posts

8 Mai

Source principale de la consultation

Source principale de la consultation

La consultation "**ReCOVery**" s'est tenue pendant un mois du 8 avril au 8 mai. Chaque thème comportait ainsi deux lieux d'échanges. **Premièrement, des grands débats** réunissant des participants issus du monde économique et **diffusés en direct** et de manière ouverte sur les plateformes YouTube et Zoom permettaient notamment aux citoyens de s'informer sur les thématiques. Ces débats ont réuni leaders économiques (Airbus, Danone, Suez, BlaBlaCar, ADEME, Makesense...), représentants politiques (députés, présidents de commission parlementaires...)⁶⁷ ... **En parallèle, des fils de discussion thématiques, tribunes et contributions libres** ont été publiés sur la **plateforme web** de la contribution. **Les citoyens pouvaient** participer à la consultation via cette même plateforme créée par le collectif et de plusieurs manières :

- > des **contributions libres sous la forme de proposition** rassemblées autour des quatre thématiques ;
- > des **commentaires sur chaque contribution** afin d'enrichir et de débattre de la proposition ;
- > des **approbations** (sous la forme de "like") des contributions afin de faire émerger les idées les plus populaires.

Le public ayant participé à la consultation est constitué des catégories suivantes :

- > dirigeants et salariés des différentes entreprises et associations du collectif (Fabernovel, Mirova, Danone, Airbus, Suez, L'Occitane en Provence, Blablacar, Makesense, France Digitale...) ;
- > Think Tank et réseaux d'entreprise du collectif (The Shift Project, B Corp France, Réseau Entreprendre France...) ;
- > associations externes au collectif (ex. : L214) ;
- > grand public attiré sur la plateforme par la couverture presse de l'initiative (BFM, Usbek & Rica, So Press, Europe 1, Télérama, L'Opinion, Novethic, Les Echos, Journal du Grand Paris, LSA Conso...) et par la couverture sur les réseaux sociaux.

La synthèse publiée par le collectif est constituée de plusieurs volets :

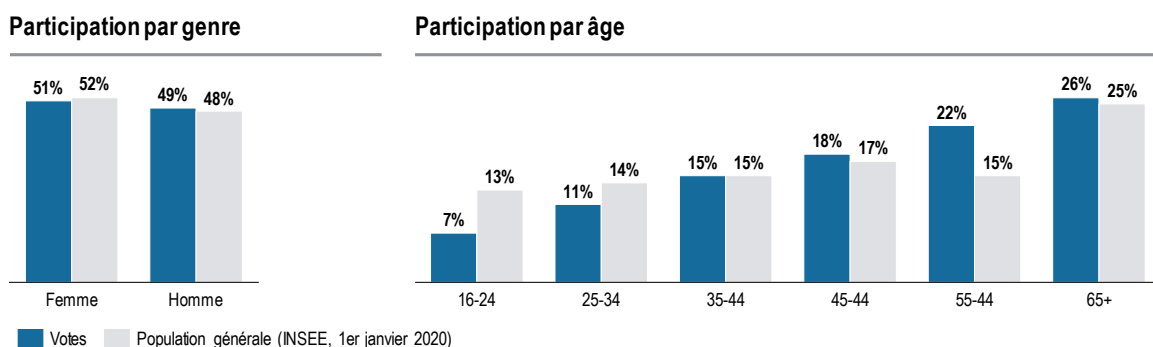
- > une **synthèse détaillée (dénommée "Plan d'action" ou "Manifeste") de l'ensemble de la consultation** regroupant à la fois les enseignements des débats et l'analyse des contributions de la plateforme. Cette synthèse est en cours de validation par le Comité de Pilotage du collectif ;

⁶⁷ La liste de l'ensemble des intervenants ainsi que la captation des débats sont disponibles sur le site internet <https://recovery.wiki/>

- > une liste de **dix enseignements clés issue de la synthèse des six débats**. Cette liste a été élaborée et validée par le Comité de Pilotage du collectif ;
- > une **liste d'enseignements pour chacun des "Thème"** grâce au **regroupement manuel des contributions de la plateforme** et de leur pondération en fonction de leurs poids en termes d'interactions (votes, vues, approbations). Cette **liste d'enseignements a été revue par Roland Berger** dans son contenu afin de ne refléter **que les 10% de contributions de la plateforme ayant reçu le plus d'approbations** (dénommées "Likes").

2.3 Profil des répondants

La plateforme a ainsi réuni près de 60 000 visites pour ~500 contributions, ~600 commentaires et 5 600 approbations. Les différentes thématiques ont pu recevoir respectivement les **volumes d'engagement suivants** :



La **méthode de contribution par plateforme** ne permet pas de redressement de l'échantillon par type de profil. Les données de profilage ne sont en effet pas récoltées systématiquement et sont très partielles (âge, sexe et société du répondant). Malgré ces différentes limites, on peut tout de même remonter des statistiques simples sur l'âge et la répartition homme femme par thématique.

Contribution par "Challenge"

